

---

---

**2nd Session, 56th Legislature  
New Brunswick  
56-57 Elizabeth II, 2007-2008**

---

---

---

---

**2<sup>e</sup> session, 56<sup>e</sup> législature  
Nouveau-Brunswick  
56-57 Elizabeth II, 2007-2008**

---

---

## **BILL**

## **PROJET DE LOI**

**82**

**82**

**Access to Information and  
Protection of Privacy Act**

**Loi sur l'accès à l'information et la  
protection de la vie privée**

Read first time: June 5, 2008

Première lecture : le 5 juin 2008

Read second time:

Deuxième lecture :

Committee:

Comité :

Read third time:

Troisième lecture :

---

---

**HON. JACK KEIR**

---

---

---

---

**L'HON. JACK KEIR**

---

---

**BILL 82**

**PROJET DE LOI 82**

**Access to Information and  
Protection of Privacy Act**

**Loi sur l'accès à l'information et la  
protection de la vie privée**

Chapter Outline

Sommaire

**PART 1**

**DEFINITIONS, PURPOSES AND APPLICATION**

Definitions. . . . .1  
 applicant — auteur de la demande  
 Commissioner — commissaire  
 educational body — organisme d'éducation  
 employee — employé  
 government body — organisme gouvernemental  
 head — responsable d'un organisme public  
 health care body — organisme de soins de santé  
 local government body — organisme d'administration locale  
 local public body — organisme public local  
 Minister — ministre  
 officer of the Legislative Assembly — fonctionnaire de  
 l'Assemblée législative  
 personal information — renseignements personnels  
 public body — organisme public  
 public registry — registre public  
 record — document  
 review committee — comité d'évaluation  
 third party — tiers  
 Purposes of this Act. . . . .2  
 Application . . . . .3  
 Records to which this Act applies . . . . .4

If access prohibited under another Act and sunset provision. . . . .5

**PART 2**

**ACCESS TO INFORMATION**

**Division A**

**Obtaining access to records**

Right of access . . . . .6  
 Request for access . . . . .7  
 Duty to assist applicant . . . . .8  
 Access to records in electronic form . . . . .9  
 Time limit for responding. . . . .10

**PARTIE 1**

**DÉFINITIONS, OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

Définitions. . . . .1  
 auteur de la demande — applicant  
 comité d'évaluation — review committee  
 commissaire — Commissioner  
 document — record  
 employé — employee  
 fonctionnaire de l'Assemblée législative — officer of the  
 Legislative Assembly  
 ministre — Minister  
 organisme d'administration locale — local government body  
 organisme d'éducation — educational body  
 organisme de soins de santé — health care body  
 organisme gouvernemental — government body  
 organisme public — public body  
 organisme public local — local public body  
 registre public — public registry  
 renseignements personnels — personal information  
 responsable d'un organisme public — head  
 tiers — third party  
 Objet. . . . .2  
 Champ d'application. . . . .3  
 Documents visés. . . . .4  
 Communication interdite par une autre loi et disposition de  
 temporisation. . . . .5

**PARTIE 2**

**ACCÈS À L'INFORMATION**

**Section A**

**Accès aux documents**

Droit d'accès. . . . .6  
 Demande de communication. . . . .7  
 Obligation de prêter assistance. . . . .8  
 Accès aux documents sous forme électronique. . . . .9  
 Délai de réponse. . . . .10

Application deemed abandoned . . . . .	11
Transferring a request for access . . . . .	12
Contents of response . . . . .	13
How access will be given . . . . .	14
<b>Division B</b>	
<b>Mandatory exceptions to disclosure</b>	
Executive Council confidences . . . . .	15
Information provided in confidence to a government . . . . .	16
Information provided by a council of the band . . . . .	17
Information from a harassment or personnel investigation. . . . .	18
Unreasonable invasion of third party's privacy. . . . .	19
Business interests of third party. . . . .	20
<b>Division C</b>	
<b>Discretionary exceptions to disclosure</b>	
Disclosure harmful to governmental relations . . . . .	21
Disclosure harmful to relations between New Brunswick and a council of the band. . . . .	22
Local public body confidences . . . . .	23
Advice to a public body. . . . .	24
Solicitor-client privilege . . . . .	25
Disclosure harmful to an individual or public safety. . . . .	26
Disclosure harmful to law enforcement or legal proceedings. . . . .	27
Disclosure harmful to economic and other interests of a public body . . . . .	28
Testing procedures, tests and audits . . . . .	29
Confidential evaluations . . . . .	30
Information that is or will be available to the public . . . . .	31
<b>Division D</b>	
<b>Third party intervention</b>	
Notice to third party. . . . .	32
Content of notice . . . . .	33
Decision within 30 days . . . . .	34
<b>PART 3</b>	
<b>PROTECTION OF PRIVACY</b>	
<b>Division A</b>	
<b>Collection, correction and retention of personal information</b>	
Purpose of collection of personal information . . . . .	35
Manner of collection . . . . .	36
Accuracy of personal information . . . . .	37
Right to request correction of personal information. . . . .	38
Retention of personal information . . . . .	39
Protection of personal information . . . . .	40
<b>Division B</b>	
<b>Restrictions on use and disclosure of personal information</b>	
General duty of public bodies . . . . .	41
Use of personal information . . . . .	42
Consistent purpose. . . . .	43
Disclosure of personal information . . . . .	44
Assessment required for other uses and disclosures . . . . .	45
Disclosure of records more than 100 years old . . . . .	46
<b>PART 4</b>	
<b>OFFICE OF THE ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONER</b>	
Access to Information and Privacy Commissioner . . . . .	47
Salary and benefits. . . . .	48
Eligibility for appointment. . . . .	49
Oath of Commissioner. . . . .	50

Demande réputée abandonnée. . . . .	11
Transmission de la demande. . . . .	12
Contenu de la réponse. . . . .	13
Modalités d'accès. . . . .	14
<b>Section B</b>	
<b>Exceptions obligatoires à la communication</b>	
Documents confidentiels du Conseil exécutif. . . . .	15
Renseignements fournis par un gouvernement. . . . .	16
Renseignements fournis par un conseil de bande. . . . .	17
Renseignements fournis dans le cadre d'une enquête en matière de harcèlement ou d'une enquête au sujet du personnel. . . . .	18
Vie privée d'un tiers. . . . .	19
Intérêts commerciaux d'un tiers . . . . .	20
<b>Section C</b>	
<b>Exceptions facultatives à la communication</b>	
Communications nuisibles aux relations intergouvernementales. . . . .	21
Communication nuisibles aux relations du gouvernement du Nouveau-Brunswick avec un conseil de bande. . . . .	22
Documents confidentiels des organismes publics locaux. . . . .	23
Avis destinés aux organismes publics . . . . .	24
Secret professionnel de l'avocat . . . . .	25
Communications nuisibles à la sécurité de la personne physique ou du public . . . . .	26
Communications nuisibles à l'exécution de la loi ou à la conduite d'instances judiciaires. . . . .	27
Intérêts économiques et autres d'organismes publics . . . . .	28
Examens et vérifications . . . . .	29
Évaluations confidentielles . . . . .	30
Renseignements qui sont ou seront mis à la disposition du public . . . . .	31
<b>Section D</b>	
<b>Intervention de tiers</b>	
Avis au tiers. . . . .	32
Contenu de l'avis. . . . .	33
Décision dans les trente jours. . . . .	34
<b>PARTIE 3</b>	
<b>PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE</b>	
<b>Section A</b>	
<b>Collecte, correction et conservation des renseignements personnels</b>	
Fins de la collecte de renseignements. . . . .	35
Mode de collecte . . . . .	36
Exactitude des renseignements personnels . . . . .	37
Droit de faire corriger les renseignements. . . . .	38
Conservation des renseignements personnels . . . . .	39
Protection des renseignements personnels . . . . .	40
<b>Section B</b>	
<b>Restrictions quant à l'utilisation et à la communication des renseignements personnels</b>	
Obligations générales des organismes publics . . . . .	41
Utilisation des renseignements personnels . . . . .	42
Fins compatibles. . . . .	43
Communication des renseignements personnels . . . . .	44
Évaluation des autres utilisations ou communications . . . . .	45
Communication de documents datant de plus de cent ans . . . . .	46
<b>PARTIE 4</b>	
<b>BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE</b>	
Commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée. . . . .	47
Traitement et prestations. . . . .	48
Conditions de nomination. . . . .	49
Serment que doit prêter le commissaire. . . . .	50

Resignation of Commissioner. . . . .	51	Démission du commissaire. . . . .	51
Removal or suspension of Commissioner. . . . .	52	Suspension ou destitution du commissaire. . . . .	52
Acting Commissioner. . . . .	53	Commissaire suppléant. . . . .	53
Filling vacancies. . . . .	54	Pourvoir à une vacance. . . . .	54
Staff of the Office of the Access to Information and Privacy		Personnel du bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la	
Commissioner . . . . .	55	protection de la vie privée. . . . .	55
Delegation of powers. . . . .	56	Délégation de pouvoirs. . . . .	56
Powers and duties . . . . .	57	Attributions. . . . .	57
Powers under the <i>Inquiries Act</i> . . . . .	58	Pouvoirs et immunité conférés par la <i>Loi sur les enquêtes</i> . . . . .	58
Right of entry . . . . .	59	Droit d'entrée . . . . .	59
Commissioner's report . . . . .	60	Rapport du commissaire. . . . .	60
Protection from legal action. . . . .	61	Exceptions relatives aux poursuites civiles. . . . .	61
<b>PART 5</b>		<b>PARTIE 5</b>	
<b>REVIEW</b>		<b>RECOURS</b>	
Referral to Court of Queen's Bench. . . . .	62	Recours devant un juge de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	62
Decision of The Court of Queen's Bench. . . . .	63	Décision de la Cour du Banc de la Reine. . . . .	63
Complaint filed with the Commissioner. . . . .	64	Plainte déposée auprès du commissaire. . . . .	64
Investigation . . . . .	65	Enquête. . . . .	65
Refusal to investigate complaint. . . . .	66	Refus d'enquêter sur une plainte. . . . .	66
Production of records. . . . .	67	Production de documents. . . . .	67
Representations to the Commissioner . . . . .	68	Droit de présenter des observations. . . . .	68
Time limit for investigation. . . . .	69	Délai d'enquête. . . . .	69
Report . . . . .	70	Rapport. . . . .	70
Complying with the recommendation. . . . .	71	Observation de la recommandation. . . . .	71
Right to appeal . . . . .	72	Droit d'interjeter appel . . . . .	72
Costs . . . . .	73	Dépens. . . . .	73
<b>PART 6</b>		<b>PARTIE 6</b>	
<b>GENERAL PROVISIONS</b>		<b>Dispositions générales</b>	
Privacy Assessment Review Committee . . . . .	74	Comité d'évaluation. . . . .	74
Giving notice under this Act . . . . .	75	Remise d'avis. . . . .	75
Exercising rights of another person . . . . .	76	Exercice de droits par autrui. . . . .	76
Fees. . . . .	77	Droits à payer. . . . .	77
Immunity . . . . .	78	Immunité. . . . .	78
Offences. . . . .	79	Infractions. . . . .	79
Defence. . . . .	80	Défense. . . . .	80
Burden of proof . . . . .	81	Fardeau de la preuve. . . . .	81
Regulations . . . . .	82	Règlements. . . . .	82
Amendments to Schedule A . . . . .	83	Modifications de l'annexe A. . . . .	83
<b>PART 7</b>		<b>PARTIE 7</b>	
<b>CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REVIEW, REPEAL AND</b>		<b>MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, RÉVISION,</b>	
<b>COMMENCEMENT</b>		<b>ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	
Amendment to the <i>Archives Act</i> . . . . .	84	Modification de la <i>Loi sur les archives</i> . . . . .	84
Amendment to the <i>Clean Air Act</i> . . . . .	85	Modification de la <i>Loi sur l'assainissement de l'air</i> . . . . .	85
Amendment to the <i>Crown Lands and Forest Act</i> . . . . .	86	Modification de la <i>Loi sur les terres et forêts de la Couronne</i> . . . . .	86
Amendment to the <i>Education Act</i> . . . . .	87	Modification de la <i>Loi sur l'éducation</i> . . . . .	87
Amendment to the <i>Historic Sites Protection Act</i> . . . . .	88	Modification de la <i>Loi sur la protection des lieux historiques</i> . . . . .	88
Amendment to the <i>Pension Benefits Act</i> . . . . .	89	Modification de la <i>Loi sur les prestations de pension</i> . . . . .	89
Amendment to the <i>Provincial Court Act</i> . . . . .	90	Modification de la <i>Loi sur la Cour provinciale</i> . . . . .	90
Amendment to the <i>Statistics Act</i> . . . . .	91	Modification de la <i>Loi sur la statistique</i> . . . . .	91
Review of this Act . . . . .	92	Révision de la présente loi. . . . .	92
Repeal of the <i>Protection of Personal Information Act</i> . . . . .	93	Abrogation de la <i>Loi sur la protection des renseignements</i>	
Repeal of the <i>Right to Information Act</i> . . . . .	94	<i>personnels</i> . . . . .	93
Commencement . . . . .	95	Abrogation de la <i>Loi sur le droit à l'information</i> . . . . .	94
<b>SCHEDULE A</b>		Entrée en vigueur. . . . .	95
		<b>ANNEXE A</b>	

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

## PART 1

### DEFINITIONS, PURPOSES AND APPLICATION

#### Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

“applicant” means a person who makes a request for access to a record under section 7. (*auteur de la demande*)

“Commissioner” means the Access to Information and Privacy Commissioner appointed under section 47. (*commissaire*)

“educational body” means

- (a) a school district established under the *Education Act*,
- (b) a District Education Council established under the *Education Act*,
- (c) The University of New Brunswick,
- (d) Université de Moncton,
- (e) St. Thomas University,
- (f) Mount Allison University,
- (g) a New Brunswick Community College, and
- (h) any other body designated in Schedule A as an educational body. (*organisme d'éducation*)

“employee”, in relation to a public body, includes a person retained under a contract to perform services for the public body. (*employé*)

“government body” means

- (a) any board, Crown corporation, commission, association, agency or similar body, whether incorporated or unincorporated, all the members of which, or all the members of the board of management or board of directors or governing board of which, are appointed by

Sa Majesté, sur l'avis et avec consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, édicte :

## PARTIE 1

### DÉFINITIONS, OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

#### Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« auteur de la demande » Personne qui demande que lui soit communiqué un document en vertu de l'article 7. (*applicant*)

« comité d'évaluation » Le comité d'évaluation que constitue le ministre en application de l'article 74. (*review committee*)

« commissaire » Le commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée nommé en vertu de l'article 47. (*Commissioner*)

« document » Document qui reproduit des renseignements sous une forme quelconque, y compris des renseignements écrits, photographiés, enregistrés ou stockés de quelque manière que ce soit sur tout support de données ou par des moyens graphiques, électroniques, mécaniques ou autres. La présente définition exclut les logiciels électroniques et les mécanismes qui produisent des documents. (*record*)

« employé » Est assimilée à un employé la personne qui conclut avec un organisme public un contrat de prestation de services. (*employee*)

« fonctionnaire de l'Assemblée législative » Le président de l'Assemblée législative, le greffier de l'Assemblée législative, le directeur général des élections, l'Ombudsman, le défenseur des enfants et de la jeunesse, le défenseur du consommateur en matière d'assurances, le commissaire aux conflits d'intérêts, le commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée et le vérificateur général. (*officer of the Legislative Assembly*)

« ministre » Le ministre de l'Approvisionnement et des Services. (*Minister*)

« organisme d'administration locale » S'entend :

- a) d'une municipalité et de ses institutions, y compris un corps de police municipal;

an Act of the Legislature or by the Lieutenant-Governor in Council, and

(b) any other body designated in Schedule A as a government body. (*organisme gouvernemental*)

“head”, in relation to a public body, means

(a) in the case of a department, secretariat or office of the Government of New Brunswick specified in Part I of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*, the Minister of the Crown who presides over it,

(b) in the case of a school district, the superintendent,

(c) in the case of a regional health authority or other body listed in Part III of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*, the chief executive officer,

(d) in the case of a body listed in Part IV of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*, the chief executive officer,

(e) in the case of a government body, the person designated in Schedule A to act as the head, or where no person is so designated, the Minister of the Crown responsible for the administration of the Act under which the government body is established,

(f) in the case of a university, the chancellor or president,

(g) in the case of a New Brunswick Community College, the Minister of Post-Secondary Education, Training and Labour,

(h) in the case of a municipality or rural community, that person or group of persons chosen from among the members of the council or rural community council and designated by by-law or resolution to serve as the head,

(i) in the case of a local service district established under the *Municipalities Act*, the Minister of Local Government,

(j) in the case of a police force, the chief of police,

(k) in the case of other local government bodies, that person or group of persons chosen by and from among the members elected or appointed to the board and designated in writing, and

b) d’un district de services locaux;

c) d’une communauté rurale;

d) d’une commission locale selon la définition que donne de ce terme l’article 90.1 de la *Loi sur les municipalités*;

e) des autres organismes d’administration locale désignés tels à l’annexe A. (*local government body*)

« organisme d’éducation » S’entend :

a) des districts scolaires établis en vertu de la *Loi sur l’éducation*;

b) d’un conseil d’éducation de district établi en vertu de la *Loi sur l’éducation*;

c) de l’Université du Nouveau-Brunswick;

d) de l’Université de Moncton;

e) de St. Thomas University;

f) de Mount Allison University;

g) des collèges communautaires du Nouveau-Brunswick;

h) de tous autres organismes d’éducation désignés tels à l’annexe A. (*educational body*)

« organisme de soins de santé » S’entend :

a) des régies régionales de la santé et autres organismes figurant dans la partie III de l’annexe I de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*;

b) de tous autres organismes de soins de santé désignés tels à l’annexe A. (*health care body*)

« organisme gouvernemental » S’entend :

a) d’un conseil, d’une corporation de la Couronne, d’une commission, d’une association, d’un bureau, d’une agence ou d’une autre entité semblable, constitué ou non en personne morale, dont tous les membres ou tous les membres du conseil de direction ou d’administration sont nommés par une loi de la province ou par le lieutenant-gouverneur en conseil;

(l) in any other case, the person or group of persons designated in Schedule A to act as the head of the public body. (*responsable d'un organisme public*)

“health care body” means

(a) a regional health authority and any other body listed in Part III of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*, and

(b) any other body designated in Schedule A as a health care body. (*organisme de soins de santé*)

“local government body” means

(a) a municipality or any office of a municipality, including a municipal police force,

(b) a local service district,

(c) a rural community,

(d) a local board as defined in section 90.1 of the *Municipalities Act*, and

(e) any other body designated in Schedule A as a local government body. (*organisme d'administration locale*)

“local public body” means

(a) an educational body,

(b) a health care body, and

(c) a local government body. (*organisme public local*)

“Minister” means the Minister of Supply and Services. (*ministre*)

“officer of the Legislative Assembly” means the Speaker of the Legislative Assembly, the Clerk of the Legislative Assembly, the Chief Electoral Officer, the Ombudsman, the Child and Youth Advocate, the Consumer Advocate for Insurance, the Conflict of Interest Commissioner, the Access to Information and Privacy Commissioner and the Auditor General. (*fonctionnaire de l'Assemblée législative*)

“personal information” means recorded information about an identifiable individual, including but not limited to,

b) de tous autres organismes gouvernementaux désignés tels à l'annexe A. (*government body*)

« organisme public »

a) S'entend :

(i) d'un ministère, d'un secrétariat ou d'un bureau du gouvernement de la province, notamment ceux figurant dans la partie I de l'annexe I de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*,

(ii) d'un organisme gouvernemental, d'un conseil, d'une corporation de la Couronne ou d'une commission figurant dans la partie IV de l'annexe I de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*,

(iii) d'un organisme gouvernemental,

(iv) du bureau d'un ministre,

(v) d'un organisme public local;

b) mais ne s'entend pas :

(i) du bureau d'un député à l'Assemblée législative,

(ii) du bureau d'un fonctionnaire de l'Assemblée législative,

(iii) de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick, de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick ou de la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick. (*public body*)

« organisme public local » S'entend :

a) d'un organisme d'éducation;

b) d'un organisme de soins de santé;

c) d'un organisme d'administration locale. (*local public body*)

« registre public » Registre de renseignements désignés dans les règlements que tient un organisme public et qui est à la disposition du grand public. (*public registry*)

- (a) the individual's name,
- (b) the individual's home address or electronic mail address or home telephone or facsimile number,
- (c) information about the individual's age, gender, sexual orientation, marital status or family status,
- (d) information about the individual's ancestry, race, colour, nationality or national or ethnic origin,
- (e) information about the individual's religion or creed or religious belief, association or activity,
- (f) personal health information about the individual,
- (g) the individual's blood type, fingerprints or other hereditary characteristics,
- (h) information about the individual's political belief, association or activity,
- (i) information about the individual's education, employment or occupation or educational, employment or occupational history,
- (j) information about the individual's source of income or financial circumstances, activities or history,
- (k) information about the individual's criminal history, including regulatory offences,
- (l) the individual's own personal views or opinions, except if they are about another person,
- (m) the views or opinions expressed about the individual by another person, and
- (n) an identifying number, symbol or other particular assigned to the individual. (*renseignements personnels*)

“public body”

(a) means

- (i) a department, secretariat or office of the Government of New Brunswick, including but not limited to those portions of the public service specified in Part I of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*,

« renseignements personnels » Renseignements consignés concernant une personne physique identifiable, notamment :

- a) son nom;
- b) l'adresse ou le numéro de téléphone ou de télécopieur de sa résidence, ainsi que son adresse électronique à la maison;
- c) son âge, son sexe, son orientation sexuelle et son état matrimonial ou familial;
- d) son ascendance, sa race, sa couleur, sa nationalité et son origine nationale ou ethnique;
- e) sa religion ou sa confession et sa croyance, son appartenance ou son activité religieuse;
- f) les renseignements médicaux personnels le concernant;
- g) son groupe sanguin, ses empreintes digitales ou autres traits héréditaires;
- h) son allégeance, son appartenance ou son activité politique;
- i) son éducation ou sa profession ou ses antécédents scolaires ou professionnels;
- j) sa source de revenu ou sa situation, ses activités ou ses antécédents financiers;
- k) ses antécédents criminels, y compris ses infractions réglementaires;
- l) ses opinions personnelles, sauf si elles ont trait à autrui;
- m) les opinions d'autrui sur lui;
- n) tout numéro ou symbole, ou toute autre indication identificatrice, qui lui est propre. (*personal information*)

« responsable d'un organisme public » Relativement à un organisme public :

- a) s'agissant d'un ministère, d'un secrétariat ou d'un bureau du gouvernement de la province figurant dans la partie I de l'annexe I de la *Loi relative aux relations*

(ii) a government body, board, Crown corporation or commission listed under Part IV of the First Schedule of the *Public Service Labour Relations Act*,

(iii) a government body,

(iv) the office of a Minister of the Crown, or

(v) a local public body;

(b) but does not include

(i) the office of a member of the Legislative Assembly,

(ii) the office of an officer of the Legislative Assembly, or

(iii) The Court of Appeal of New Brunswick, The Court of Queen's Bench of New Brunswick or the Provincial Court of New Brunswick. (*organisme public*)

“public registry” means a registry of information designated in the regulations that is maintained by a public body and is available to the general public. (*registre public*)

“record” means a record of information in any form, and includes information that is written, photographed, recorded or stored in any manner, on any storage medium or by any means, including by graphic, electronic or mechanical means, but does not include electronic software or any mechanism that produces records. (*document*)

“review committee” means the Privacy Assessment Review Committee established by the Minister under section 74. (*comité d'évaluation*)

“third party” means a person, group of persons or an organization other than an applicant or a public body. (*tiers*)

*de travail dans les services publics*, le ministre qui le préside;

b) s'agissant d'un district scolaire, le directeur général;

c) s'agissant d'une régie régionale de la santé ou autre organisme figurant dans la partie III de l'annexe I de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*, le directeur général;

d) s'agissant d'un organisme figurant dans la partie IV de l'annexe I de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*, le directeur général;

e) s'agissant d'un organisme gouvernemental, la personne désignée telle à l'annexe A ou, si aucune personne n'est désignée à l'annexe, le ministre qui est chargé de l'application de la loi sous le régime de laquelle est établi l'organisme gouvernemental;

f) s'agissant d'une université, le recteur ou le président;

g) s'agissant des collèges communautaires du Nouveau-Brunswick, le ministre de l'Éducation post-secondaire, de la Formation et du Travail;

h) s'agissant d'une municipalité ou d'une communauté rurale, la personne ou le groupe de personnes choisies parmi les membres du conseil ou du conseil de communauté rurale et désignées responsable par arrêté ou résolution;

i) s'agissant des districts de services locaux établis en vertu de la *Loi sur les municipalités*, le ministre des Gouvernements locaux;

j) s'agissant d'un corps de police, le chef de police;

k) s'agissant d'un autre organisme d'administration locale, la personne ou le groupe de personnes choisies et désignées par écrit par les membres élus ou nommés au conseil ou au comité consultatif;

l) dans tout autre cas, la personne ou le groupe de personnes désignées responsable de l'organisme public à l'annexe A. (*head*)

« tiers » Personne, groupement ou organisation autre que l'auteur de la demande ou un organisme public. (*third party*)

**Purposes of this Act**

**2** The purposes of this Act are to make public bodies accountable to the public and to protect the privacy of the public by

- (a) allowing any person a right of access to records in the custody or under the control of public bodies, subject to the limited and specific exceptions set out in this Act,
- (b) allowing individuals a right of access to records containing personal information about themselves in the custody or under the control of public bodies, subject to the limited and specific exceptions set out in this Act,
- (c) allowing individuals a right to request corrections to records containing personal information about themselves in the custody or under the control of public bodies,
- (d) controlling the manner in which public bodies may collect personal information from individuals and protecting individuals against unauthorized use or disclosure of personal information by public bodies, and
- (e) providing for an independent review of the decisions of public bodies under this Act.

**Application**

**3** This Act

- (a) is in addition to and does not replace existing procedures for access to records or information normally available to the public, including any requirement to pay fees,
- (b) does not prohibit the transfer, storage or destruction of any record in accordance with any other Act of the Legislature or of the Parliament of Canada or a by-law or resolution of a government body or local public body,
- (c) does not limit the information otherwise available by law to a party to legal proceedings, and

**Objet**

**2** La présente loi a pour objet de rendre les organismes publics responsables envers le public et de protéger la vie privée du public :

- a) en donnant aux personnes le droit d'accès aux documents qui relèvent des organismes publics, sous réserve des exceptions limitées et précises qu'elle prévoit;
- b) en donnant aux personnes physiques le droit d'accès aux documents qui contiennent des renseignements personnels les concernant et qui relèvent des organismes publics, sous réserve des exceptions limitées et précises qu'elle prévoit;
- c) en donnant aux personnes physiques le droit de demander la correction des documents qui contiennent des renseignements personnels les concernant et qui relèvent des organismes publics;
- d) en régissant le mode selon lequel les organismes publics peuvent recueillir des renseignements personnels auprès de personnes physiques et de protéger ces dernières contre l'utilisation ou la communication non autorisée de ces renseignements par ces organismes;
- e) en prévoyant l'exercice de recours indépendants à l'égard des décisions prises par les organismes publics sous son régime.

**Champ d'application**

**3** La présente loi :

- a) vise à compléter et non à remplacer les modalités d'accès aux renseignements ou aux documents qui sont normalement à la disposition du public, y compris l'obligation de payer des droits;
- b) n'interdit pas la transmission, le stockage ou la destruction de documents en conformité avec toute autre loi provinciale ou fédérale ou un règlement, un règlement administratif ou une résolution, le cas échéant, d'un organisme gouvernemental ou d'un organisme public local;
- c) ne restreint pas les renseignements qui, en vertu de la loi, sont normalement mis à la disposition des parties à une instance;

(d) does not affect the power of a court or tribunal to compel a witness to testify or to compel the production of documents.

### Records to which this Act applies

4 This Act applies to all records in the custody of or under the control of a public body but does not apply to

(a) information in a court record, a record of a judge, a judicial administration record or a record relating to support services provided to a judge or to a court official,

(b) a record pertaining to legal affairs that relate to the performance of the duties and functions of the Office of the Attorney General,

(c) a note made by or for, or a communication or draft decision of, a person who is acting in a judicial or quasi-judicial capacity,

(d) a record of a member of the Legislative Assembly who is not a Minister of the Crown,

(e) a personal or constituency record of a Minister of the Crown,

(f) a record made by or for an officer of the Legislative Assembly,

(g) a record made by or for an elected official of a local public body relating to constituency matters,

(h) teaching materials or research information of an employee of an educational institution,

(i) a question that is to be used on an examination or test,

(j) a record relating to a prosecution or an inquest under the *Coroners Act* if all proceedings concerning the prosecution or inquest have not been completed,

(k) a record in the care, custody and control of the Provincial Archives, and

d) ne porte pas atteinte au pouvoir des tribunaux judiciaires ou administratifs de contraindre des témoins à témoigner ou de contraindre à la production de documents.

### Documents visés

4 La présente loi s'applique à tous les documents qui relèvent d'un organisme public, sauf :

a) aux renseignements figurant dans les documents judiciaires, les documents des juges, les documents concernant l'administration judiciaire et les documents ayant trait aux services de soutien fournis aux juges ou aux officiels de la cour;

b) aux documents relatifs aux contentieux relevant des devoirs et des fonctions du Cabinet du procureur général;

c) aux notes rédigées par ou pour des personnes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires et aux communications ou aux projets de décision de ces personnes;

d) aux documents des députés à l'Assemblée législative qui ne sont pas ministres;

e) aux documents personnels ou de circonscription électorale d'un ministre;

f) aux documents établis par ou pour les fonctionnaires de l'Assemblée législative;

g) aux documents préparés par ou pour les représentants élus des organismes publics locaux relativement aux affaires de circonscription;

h) au matériel pédagogique des employés des établissements d'enseignement ou aux renseignements que ces employés ont obtenus dans le cadre de recherches;

i) aux questions devant faire l'objet d'examens ou d'épreuves;

j) aux documents relatifs à des poursuites ou à des enquêtes visées par la *Loi sur les coroners*, si l'ensemble de la procédure concernant les poursuites ou les enquêtes n'est pas terminé;

k) aux documents acquis et tenus par les Archives provinciales;

(l) a record originating from a credit union that is in the custody of or under the control of the New Brunswick Credit Union Deposit Insurance Corporation under the *Credit Unions Act*.

**If access prohibited under another Act and sunset provision**

5(1) The head of a public body shall refuse to give access or disclose information to an applicant under this Act if the access or disclosure is prohibited or restricted by another Act of the Legislature.

5(2) If a provision of this Act is inconsistent with or in conflict with a provision of another Act of the Legislature, the provision of this Act prevails unless the other Act of the Legislature expressly provides that it, or a provision of it, prevails despite this Act.

5(3) Three years after the coming into force of section 6, subsection (1) is repealed and subsection (2) comes into force.

**PART 2**

**ACCESS TO INFORMATION**

**Division A**

**Obtaining access to records**

**Right of access**

6(1) An applicant for access to a record under section 7 has a right of access to any record in the custody or under the control of a public body, including a record containing personal information about the applicant.

6(2) The right of access to a record does not extend to information that is excepted from disclosure under Division B or C of this Part, but if that information can reasonably be severed from the record, an applicant has a right of access to the remainder of the record.

6(3) The right of access to a record is subject to the payment of any fee prescribed by regulation.

**Request for access**

7(1) To obtain access to a record, a person shall make a request, in writing or by electronic means, for access to the record to the public body that the person believes has custody or control of the record.

7(2) A request for access to a record shall

l) aux documents qui émanent de caisses populaires et qui relèvent de la Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick visée par la *Loi sur les caisses populaires*.

**Communication interdite par une autre loi et disposition de temporisation**

5(1) Le responsable d'un organisme public refuse de donner accès à des renseignements que vise la présente loi ou de les communiquer si leur accès ou leur communication fait l'objet d'une interdiction ou d'une restriction par une autre loi de la province.

5(2) Les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi de la province, à moins que l'autre loi ne prévienne expressément le contraire.

5(3) Le paragraphe (1) est abrogé et le paragraphe (2) entre en vigueur trois ans après l'entrée en vigueur de l'article 6.

**PARTIE 2**

**ACCÈS À L'INFORMATION**

**Section A**

**Accès aux documents**

**Droit d'accès**

6(1) L'auteur de la demande visée à l'article 7 jouit du droit d'accès aux documents relevant d'un organisme public, y compris les documents contenant des renseignements personnels le concernant.

6(2) Le droit d'accès aux documents ne s'étend pas aux renseignements faisant l'objet d'une exception prévue à la section B ou C de la présente partie. Toutefois, si ces renseignements peuvent être extraits d'un document sans poser de problèmes sérieux, l'auteur de la demande jouit du droit d'accès au reste du document.

6(3) Le droit d'accès aux documents est assujéti au paiement de tout droit réglementaire.

**Demande de communication**

7(1) La personne qui désire qu'on lui communique un document présente une demande écrite ou électronique à l'organisme public de qui, selon elle, relève le document.

7(2) La demande :

(a) provide enough particularity as to time, place and event to enable a person familiar with the subject matter to identify the relevant record, and

(b) include any information prescribed by regulation.

7(3) An applicant may make an oral request for access to a record if the applicant

(a) has a limited ability to read or write in English or French, or

(b) has a disability or condition that impairs his or her ability to make a written request.

#### **Duty to assist applicant**

8 The head of a public body shall make every reasonable effort to assist an applicant, without delay, fully and in an open and accurate manner.

#### **Access to records in electronic form**

9(1) If requested information is in the custody or control of a public body in electronic form, the head of the public body shall produce a record for the applicant if

(a) it can be produced using the normal computer hardware and software and technical expertise of the public body, and

(b) producing it would not interfere unreasonably with the operations of the public body.

9(2) If a record exists but is not in the form requested by the applicant, the head of the public body may create a record in the form requested if the head is of the opinion that it would be simpler or less costly for the public body to do so.

#### **Time limit for responding**

10(1) The head of a public body shall respond to a request for access to a record in writing within 30 days after receiving the request unless

(a) the time limit for responding is extended under subsection (3) or (4),

(b) the request has been transferred under section 12 to another public body, or

a) est rédigée avec des détails, notamment la date, le lieu et les circonstances, permettant à une personne connaissant ce sujet de déterminer de quel document il s'agit;

b) contient les renseignements réglementaires.

7(3) La demande de communication peut être présentée oralement, si l'auteur de la demande :

a) a une capacité limitée de lire ou d'écrire en français ou en anglais;

b) a une incapacité ou une affection qui diminue sa capacité de présenter une demande écrite.

#### **Obligation de prêter assistance**

8 Le responsable d'un organisme public fait tous les efforts possibles pour prêter assistance à l'auteur de la demande sans délai et de façon ouverte, précise et complète.

#### **Accès aux documents sous forme électronique**

9(1) Si les renseignements demandés se trouvent dans un document électronique relevant d'un organisme public, le responsable de l'organisme public produit le document pour l'auteur de la demande dans le cas où :

a) sa production peut se faire à l'aide du matériel, du logiciel et des compétences techniques habituels de cet organisme;

b) le fait de le produire n'entraverait pas de façon sérieuse le fonctionnement de l'organisme public.

9(2) Si un document qui existe ne se trouve pas sous la forme demandée, le responsable de l'organisme public peut créer le document en la forme demandée, s'il est d'avis que cette solution s'avère plus simple et moins coûteuse pour l'organisme public.

#### **Délai de réponse**

10(1) Le responsable de l'organisme public répond par écrit à la demande dans les trente jours de sa réception, sauf dans l'un des cas suivants :

a) le délai est prorogé en vertu du paragraphe (3) ou (4);

b) la demande a été transmise à un autre organisme public en vertu de l'article 12;

(c) an estimate is given to the applicant under section 77.

c) une estimation est donnée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 77.

**10(2)** The failure of the head of a public body to respond to a request for access to a record within the 30 day period or any extended period is to be treated as a decision to refuse access to the record.

**10(2)** Le défaut de répondre à la demande dans le délai initial ou prorogé est réputé constituer un refus de communication du document.

**10(3)** The head of a public body may extend the time for responding to a request for up to an additional 30 days if

**10(3)** Le responsable de l'organisme public peut proroger le délai prévu pour répondre à une demande d'une période supplémentaire maximale de trente jours dans l'un des cas suivants :

(a) the applicant does not give enough detail to enable the public body to identify a requested record,

a) la demande n'est pas rédigée en des termes suffisamment précis pour permettre à l'organisme public de déterminer de quel document il s'agit;

(b) the applicant does not respond to a request for clarification by the head of the public body as soon as practicable,

b) l'auteur de la demande ne répond pas à bref délai à la demande d'éclaircissements émanant du responsable de l'organisme public;

(c) a large number of records is requested or must be searched or responding within the time period set out in subsection (1) would interfere unreasonably with the operations of the public body,

c) l'observation du délai prévu au paragraphe (1) entraverait de façon sérieuse le fonctionnement de l'organisme public, un grand nombre de documents sont demandés ou de plus amples recherches sont nécessaires pour donner suite à la demande;

(d) time is needed to notify and receive representations from a third party or to consult with another public body before deciding whether or not to grant access to a record,

d) un délai est nécessaire afin de lui permettre d'aviser un tiers et de recevoir ses observations, ou de consulter un autre organisme public, avant de décider s'il sera donné ou non communication du document;

(e) a third party refers the matter to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection 62(1) or files a complaint with the Commissioner under paragraph 64(1)(b), or

e) un tiers fait une demande à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu du paragraphe 62(1) ou dépose une plainte auprès du commissaire en vertu du paragraphe 64(1)b);

(f) the applicant requests records that relate to an action in a proceeding commenced by a Notice of Action.

f) l'auteur de la demande désire que lui soient communiqués des documents qui ont trait à un litige dans une instance introduite par avis de poursuite.

**10(4)** In any case referred to in subsection (3), the head of a public body may extend the time limit for responding to a request for a longer period than 30 days if approved by the Commissioner.

**10(4)** Dans les cas visés au paragraphe (3), le responsable de l'organisme public peut, avec l'approbation du commissaire, proroger le délai prévu pour répondre à une demande d'une période plus longue que trente jours.

**10(5)** If the time is extended under subsection (3) or (4), the head of the public body shall send a written notice to the applicant setting out

**10(5)** Si le délai est prorogé en vertu du paragraphe (3) ou (4), le responsable de l'organisme public envoie à l'auteur de la demande un avis écrit lui indiquant :

(a) the reason for the extension,

a) les motifs de la prorogation;

- (b) when a response can be expected, and
- (c) where the time limit is extended without the approval of the Commissioner, that the person may file a complaint with the Commissioner about the extension.

### **Application deemed abandoned**

**11(1)** If the head of the public body sends to the applicant a request for clarification in writing or a request in writing that the applicant shall pay or agree to pay fees for access to a record and the applicant does not respond to the request within 30 days after receiving the request, the request for access to a record shall be deemed abandoned.

**11(2)** If the request is deemed abandoned under subsection (1), the head shall notify the applicant in writing of his or her right to file a complaint with the Commissioner with respect to the abandonment.

### **Transferring a request for access**

**12(1)** Within 10 days after a public body receives a request for access to a record, the head of the public body may transfer the request to another public body if

- (a) the record was produced by or for the other public body,
- (b) the other public body was the first to obtain the record, or
- (c) the record is in the custody of or under the control of the other public body.

**12(2)** If a request for access to a record is transferred under subsection (1),

- (a) the head of the public body who transferred the request shall notify the applicant of the transfer in writing as soon as possible, and
- (b) the head of the public body to which the request is transferred shall respond to the request within 30 days after receiving it, unless the time limit is extended under subsection 10(3) or notice is given to a third party under section 32.

b) la date à laquelle il peut s'attendre à recevoir une réponse;

c) dans le cas où le délai est prorogé sans l'approbation du commissaire, la possibilité qu'il a de déposer une plainte auprès du commissaire au sujet de la prorogation.

### **Demande réputée abandonnée**

**11(1)** Lorsqu'il envoie une demande d'éclaircissements par écrit à l'auteur de la demande ou s'il avise l'auteur de la demande par écrit qu'il doit payer ou accepter de payer des droits pour avoir accès à un document et que l'auteur de la demande ne répond pas à la demande ou à l'avis au plus tard trente jours après la réception de la demande ou de l'avis, la demande présentée par son auteur est réputée abandonnée.

**11(2)** Si une demande est réputée abandonnée en vertu du paragraphe (1), le responsable d'un organisme public avise l'auteur de la demande par écrit de son droit de déposer une plainte auprès du commissaire au sujet de l'abandon.

### **Transmission de la demande**

**12(1)** Dans les dix jours de la date à laquelle un organisme public est saisi d'une demande de communication d'un document, le responsable de l'organisme peut transmettre la demande à un autre organisme public, si, le cas échéant :

- a) le document a été produit par ou pour l'autre organisme public;
- b) l'autre organisme public a été le premier à obtenir le document;
- c) le document relève de l'autre organisme public.

**12(2)** Si une demande est transmise en vertu du paragraphe (1) :

- a) le responsable de l'organisme public qui a effectué la transmission en avise par écrit dès que possible l'auteur de la demande;
- b) le responsable de l'organisme public à qui la demande est transmise donne suite à la demande dans les trente jours de sa réception à moins que ce délai ne soit prorogé en vertu du paragraphe 10(3) ou que l'avis prévu à l'article 32 ne soit remis à un tiers.

**Contents of response**

**13(1)** In a response under subsection 10(1), the head of the public body shall inform the applicant

- (a) as to whether access to the record or part of the record is granted or refused,
- (b) if access to the record or part of the record is granted, of the manner in which access will be given, and
- (c) if access to the record or part of the record is refused,
  - (i) in the case of a record that does not exist or cannot be located, that the record does not exist or cannot be located;
  - (ii) in the case of a record that exists and can be located, of the reasons for the refusal and the specific provision of this Act on which the refusal is based;
  - (iii) of the title and business telephone number of an officer or employee of the public body who can answer the applicant's questions about the refusal; and
  - (iv) that the applicant has the right to file a complaint with the Commissioner about the refusal or to refer the matter to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for review.

**13(2)** Despite paragraph (1)(c), the head of a public body may, in a response, refuse to confirm or deny the existence of

- (a) a record containing information described in section 26 or 27,
- (b) a record containing personal information about a third party if disclosing the existence of the record would be an unreasonable invasion of the third party's privacy.

**13(3)** A head of a public body may disregard a request for access to a record if, in the opinion of the head,

- (a) the request is incomprehensible, frivolous or vexatious,

**Contenu de la réponse**

**13(1)** La réponse visée au paragraphe 10(1) mentionne :

- a) si la communication totale ou partielle du document est accordée ou refusée;
- b) dans le cas où la communication totale ou partielle du document est accordée, les modalités de la communication;
- c) dans le cas où la communication totale ou partielle du document est refusée :
  - (i) le fait que le document n'existe pas ou ne peut être retrouvé, le cas échéant,
  - (ii) si le document existe et peut être retrouvé, les motifs du refus et la disposition précise de la présente loi sur laquelle le responsable d'un organisme public se fonde,
  - (iii) le titre et le numéro de téléphone au travail d'un cadre ou d'un employé de l'organisme public qui peut renseigner l'auteur de la demande au sujet du refus,
  - (iv) le droit de l'auteur de la demande de déposer une plainte auprès du commissaire au sujet du refus ou de déférer l'affaire à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

**13(2)** Malgré l'alinéa (1)c), le responsable de l'organisme public peut refuser dans sa réponse de confirmer ou de nier l'existence :

- a) d'un document contenant les renseignements mentionnés à l'article 26 ou 27;
- b) d'un document contenant des renseignements personnels concernant un tiers, si la divulgation de l'existence du document devait constituer une atteinte injustifiée à la vie privée du tiers.

**13(3)** Le responsable d'un organisme public peut ne pas tenir compte des demandes de communication qui, à son avis :

- a) sont incompréhensibles, frivoles ou vexatoires;

(b) because of the repetitious or systematic nature of the request and previous requests, the request would unreasonably interfere with the operations of the public body or amount to an abuse of the right to request information, or

(c) the request is for information already provided to the applicant.

### How access will be given

**14(1)** Subject to subsection 6(2), the right of access to a record is met under this Part

(a) if the applicant has asked for a copy and the record can reasonably be reproduced, by giving the applicant a copy of the record, or

(b) if the applicant has asked to examine a record or has asked for a copy of a record that cannot reasonably be reproduced, by permitting the applicant to examine the record or a part of the record or by giving him or her access in accordance with the regulations.

**14(2)** The head of a public body who gives access to a record may give the applicant any additional information that the head believes may be necessary to explain the record.

**14(3)** The head of a public body shall only be required to give access to a record in the language or languages in which the record was made.

## Division B

### Mandatory exceptions to disclosure

#### Executive Council confidences

**15(1)** The head of a public body shall refuse to disclose to an applicant information that would reveal the substance of deliberations of the Executive Council, including but not limited to,

(a) an agenda, minute or other record of the deliberations or decisions of the Executive Council,

(b) discussion papers, policy analyses, proposals, advice or similar briefing material submitted or prepared for submission to the Executive Council,

b) nuiraient déraisonnablement aux activités de l'organisme ou seraient abusives en raison de leur caractère répétitif ou systématique;

c) ont trait à des renseignements qui ont déjà été fournis à leurs auteurs.

### Modalités d'accès

**14(1)** Sous réserve du paragraphe 6(2), il est réputé être donné suite à la demande de communication présentée sous le régime de la présente partie :

a) si l'auteur de la demande a demandé une copie et que le document peut être reproduit aisément, lorsqu'on lui en remet une copie;

b) si l'auteur de la demande a demandé à examiner un document ou une copie d'un document qui ne peut être reproduit aisément, lorsqu'on lui permet d'examiner tout ou partie du document ou qu'on lui en donne communication en conformité avec les règlements.

**14(2)** Le responsable de l'organisme public qui donne communication d'un document peut fournir à l'auteur de la demande les renseignements supplémentaires qui, selon lui, peuvent être nécessaires à sa compréhension.

**14(3)** Le responsable de l'organisme public n'est tenu de communiquer un document que dans la langue ou les langues dans lesquelles il a été établi.

## Section B

### Exceptions obligatoires à la communication

#### Documents confidentiels du Conseil exécutif

**15(1)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements qui révéleraient le contenu des délibérations du Conseil exécutif, notamment :

a) les ordres du jour du Conseil exécutif, ses procès-verbaux ou les autres documents concernant ses délibérations ou ses décisions;

b) les documents de travail, les analyses politiques, les propositions, les avis ou les documents d'information semblables soumis au Conseil exécutif ou préparés à cette fin;

(c) a proposal or recommendation prepared for, or reviewed and approved by, a Minister of the Crown for submission to the Executive Council,

(d) a record that reflects communications among ministers of the Crown relating directly to the making of a government decision or the formulation of government policy, and

(e) a record prepared to brief a Minister of the Crown about a matter that is before, or is proposed to be brought before, the Executive Council or that is the subject of communications referred to in paragraph (d).

**15(2)** With the approval of the Executive Council, the Clerk of the Executive Council may disclose information referred to in subsection (1) if

(a) the Executive Council for which, or in respect of which, the record has been prepared consents to the disclosure,

(b) a record is more than 15 years old, or

(c) the purpose of the information in a record is to present background information or explanations or analyses of the Executive Council or any of its committees for its consideration in making a decision and

(i) the decision has been made public,

(ii) the decision has been implemented, or

(iii) five or more years have passed since the decision was made or considered.

#### **Information provided in confidence to a government**

**16(1)** The head of a public body shall refuse to disclose information to an applicant if disclosure could reasonably be expected to reveal information provided, explicitly or implicitly, in confidence by any of the following or their agencies:

(a) the Government of Canada;

(b) the government of a province or territory of Canada;

c) les propositions ou les recommandations préparées pour les ministres ou que ceux-ci ont examinées et approuvées afin qu'elles soient soumises au Conseil exécutif;

d) les documents faisant état de communications entre les ministres ayant directement trait à la prise des décisions du gouvernement ou à la formulation de sa politique;

e) les documents préparés en vue d'informer les ministres sur des questions portées ou qu'il est prévu de porter devant le Conseil exécutif, ou sur des questions qui font l'objet des communications visées à l'alinéa d).

**15(2)** Avec l'approbation du Conseil exécutif, le greffier du Conseil exécutif peut communiquer les renseignements visés au paragraphe (1) dans les cas suivants :

a) le Conseil exécutif donne son consentement à la communication du document;

b) le document date de plus de quinze ans;

c) les renseignements figurent dans un document servant à présenter au Conseil exécutif ou à l'un de ses comités des informations documentaires, des explications ou des analyses pour l'aider à prendre une décision, si, le cas échéant :

(i) la décision a été rendue publique,

(ii) la décision a été mise en oeuvre,

(iii) au moins cinq années se sont écoulées depuis que la décision a été prise ou envisagée.

#### **Renseignements fournis par un gouvernement**

**16(1)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de révéler des renseignements fournis, explicitement ou implicitement, à titre confidentiel par les autorités mentionnées ci-dessous ou leurs mandataires :

a) le gouvernement du Canada;

b) le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada;

- (c) a local public body;
- (d) the government of a foreign country or of a state, province or territory of a foreign country;
- (e) an organization representing one or more governments;
- (f) an international organization of state.

**16(2)** Subsection (1) does not apply if the government, local public body, organization or agency that provided the information consents to the disclosure or makes the information public.

#### **Information provided by a council of the band**

**17(1)** The head of a public body shall refuse to disclose information to an applicant that could reasonably be expected to reveal information provided, explicitly or implicitly, in confidence by a council of the band, as defined in the *Indian Act* (Canada).

**17(2)** Subsection (1) does not apply if the council of the band consents to the disclosure or makes the information public.

#### **Information from a harassment or personnel investigation**

**18(1)** The head of a public body shall refuse to disclose information to an applicant that would reveal

- (a) the substance of records made by an investigator providing advice or recommendations of the investigator in relation to a harassment investigation or a personnel investigation, and
- (b) the substance of other records relating to the harassment investigation or the personnel investigation.

**18(2)** Despite subsection (1), the head of a public body may disclose to the applicant who is a party to the harassment investigation or personnel investigation the information referred to in paragraph (1)(b) by allowing the applicant to examine the records, but the head may refuse to provide the applicant copies of the record.

- c) les organismes publics locaux;
- d) les gouvernements des pays étrangers ou des États, des provinces ou des territoires des pays étrangers;
- e) les organisations représentant un ou plusieurs gouvernements;
- f) les organisations internationales d'États.

**16(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le gouvernement, l'organisme public local, l'organisation ou l'organisme qui a fourni les renseignements consent à leur communication ou les rend publics.

#### **Renseignements fournis par un conseil de bande**

**17(1)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de révéler des renseignements fournis, explicitement ou implicitement, à titre confidentiel par un conseil de la bande selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur les Indiens* (Canada).

**17(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le conseil de bande qui a fourni les renseignements consent à leur communication ou bien les rend publics.

#### **Renseignements fournis dans le cadre d'une enquête en matière de harcèlement ou d'une enquête au sujet du personnel**

**18(1)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande :

- a) des renseignements qui révéleraient le contenu des documents d'un enquêteur dans lesquels il fournit son avis ou présente ses recommandations quant à une enquête en matière de harcèlement ou à une enquête au sujet du personnel;
- b) des renseignements qui révéleraient le contenu d'autres documents afférents à cette enquête.

**18(2)** Malgré le paragraphe (1), le responsable d'un organisme public peut communiquer à l'auteur de la demande qui est partie à l'enquête les renseignements visés à l'alinéa (1)b), mais la communication se fait en lui permettant d'examiner les documents sur place et il peut refuser de lui fournir une copie des documents.

**Unreasonable invasion of third party's privacy**

**19(1)** The head of a public body shall refuse to disclose personal information to an applicant if the disclosure would be an unreasonable invasion of a third party's privacy.

**19(2)** A disclosure of personal information about a third party shall be deemed to be an unreasonable invasion of the third party's privacy if

- (a) the personal information is personal health information,
- (b) the personal information was compiled and is identifiable as part of an investigation into a possible violation of a law, except to the extent that disclosure is necessary to prosecute the violation or to continue the investigation,
- (c) disclosure could reasonably be expected to reveal the identity of a third party who has provided information in confidence to a public body for the purposes of law enforcement or the administration of an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada,
- (d) the personal information relates to eligibility for or receipt of income assistance, legal aid benefits, social service benefits or similar benefits, or to the determination of benefit levels,
- (e) the personal information relates to the third party's employment, occupational or educational history,
- (f) the personal information was collected on a tax return or for the purpose of determining tax liability or collecting a tax,
- (g) the personal information describes the third party's source of income or financial circumstances, activities or history,
- (h) the personal information consists of personal recommendations or evaluations, character references or personnel evaluations, or
- (i) the personal information indicates the third party's racial or ethnic origin, religious or political beliefs or associations or sexual orientation.

**Vie privée d'un tiers**

**19(1)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements personnels dont la communication constituerait une atteinte injustifiée à la vie privée d'un tiers.

**19(2)** Est réputée constituer une atteinte injustifiée à la vie privée d'un tiers la communication de renseignements personnels qui le concernent dans les cas suivants :

- a) les renseignements personnels sont de nature médicale;
- b) les renseignements personnels ont été recueillis et peuvent être assimilés à une partie du dossier d'une enquête liée à une éventuelle contravention à la loi, sauf dans la mesure où leur communication est nécessaire pour que soient engagées des poursuites judiciaires ou que soit continuée l'enquête;
- c) la communication risquerait vraisemblablement de révéler l'identité d'un tiers qui a fourni les renseignements à titre confidentiel à un organisme public pour l'exécution ou l'application d'une loi de la province ou d'une loi fédérale;
- d) les renseignements personnels ont trait à l'admissibilité à l'aide au revenu, à l'aide juridique, à l'aide sociale ou à d'autres types semblables d'aide, à sa réception ou à l'établissement de son montant;
- e) les renseignements personnels ont trait aux antécédents professionnels ou scolaires;
- f) les renseignements personnels ont été recueillis dans une déclaration d'impôt ou afin que soit déterminé l'assujettissement à l'impôt ou que soit perçu un impôt;
- g) les renseignements personnels précisent la source de revenu du tiers ou sa situation, ses activités ou ses antécédents financiers;
- h) les renseignements personnels comportent des recommandations ou des évaluations personnelles, des renseignements ayant trait à la moralité ou à des évaluations du personnel;
- i) les renseignements personnels indiquent la race, l'origine ethnique, les croyances ou allégeances religieuses ou politiques ou l'orientation sexuelle du tiers.

**19(3)** Despite subsection (2), disclosure of personal information is not an unreasonable invasion of a third party's privacy if

- (a) the third party has consented to or requested the disclosure,
- (b) there are compelling circumstances affecting the mental or physical health or the safety of the applicant or another person and notice of the disclosure is mailed to the last known address of the third party,
- (c) an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada expressly authorizes or requires the disclosure,
- (d) the disclosure is made under section 45,
- (e) the information is about the third party's business name, address, telephone number, facsimile number, electronic mail address or title,
- (f) the information is about the third party's job classification, salary range, benefits, employment responsibilities or travel expenses
  - (i) as an officer or employee of a public body,
  - (ii) as a Minister of the Crown,
  - (iii) as an elected or appointed member of the governing council or body of a local public body or as a member of the staff of such a council or body,
- (g) the disclosure reveals financial or other details of a contract to supply goods or services to or on behalf of a public body,
- (h) the disclosure reveals information about a discretionary benefit of a financial nature granted by a public body to the third party, including the granting of a licence or permit, or
- (i) the information is about an individual who has been dead for more than 20 years.

**19(4)** If the third party consents to or requests disclosure under paragraph (3)(a), the head of the public body may

**19(3)** Malgré le paragraphe (2), la communication de renseignements personnels ne constitue pas une atteinte injustifiée à la vie privée d'un tiers dans les cas suivants :

- a) le tiers a consenti à la communication ou l'a demandée;
- b) une situation d'urgence a une incidence sur la santé ou la sécurité mentale ou physique de l'auteur de la demande ou d'une autre personne et un avis de la communication est envoyé par courrier à la dernière adresse connue du tiers;
- c) une loi de la province ou une loi fédérale autorise ou exige expressément la communication;
- d) il est procédé à la communication en conformité avec l'article 45;
- e) les renseignements portent sur le nom de l'entreprise, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur, l'adresse électronique et le titre du poste du tiers;
- f) les renseignements portent sur la classification, l'éventail des salaires, les avantages, les attributions ou les indemnités de déplacement du tiers à titre :
  - (i) de cadre ou d'employé d'un organisme public,
  - (ii) de ministre,
  - (iii) soit de membre élu ou nommé du conseil ou de l'organe de direction d'un organisme public local, soit de membre du personnel d'un tel conseil ou organe;
- g) la communication révèle les modalités financières ou autres d'un contrat visant la fourniture de biens ou de services à un organisme public ou pour celui-ci;
- h) la communication révèle des renseignements au sujet d'un avantage financier facultatif qu'un organisme public a accordé au tiers, y compris l'octroi d'une licence ou d'un permis;
- i) les renseignements concernent une personne physique décédée depuis plus de vingt ans.

**19(4)** Si le tiers consent à la communication ou à la demande en vertu de l'alinéa (3)a), le responsable de l'organisme public peut :

- (a) require the consent or request to be in writing, and
- (b) comply with the requirement to provide access by disclosing the information directly to the third party rather than to the applicant.

### **Business interests of third party**

**20(1)** The head of a public body shall refuse to disclose to an applicant information that would reveal

- (a) a trade secret of a third party,
- (b) commercial, financial, labour relations, scientific or technical information supplied to the public body by a third party, explicitly or implicitly, on a confidential basis and treated consistently as confidential information by the third party, or
- (c) commercial, financial, labour relations, scientific or technical information the disclosure of which could reasonably be expected to
  - (i) harm the competitive position of a third party,
  - (ii) interfere with contractual or other negotiations of a third party,
  - (iii) result in significant financial loss or gain to a third party,
  - (iv) result in similar information no longer being supplied to the public body when it is in the public interest that similar information continue to be supplied, or
  - (v) reveal information supplied to, or the report of, an arbitrator, mediator, labour relations officer or other person or body appointed to resolve or inquire into a labour relations dispute.

**20(2)** The head of a public body shall refuse to disclose to an applicant information about a third party that was collected on a tax return or for the purpose of determining tax liability or collecting a tax.

- a) exiger que le consentement ou la demande soit écrit;
- b) observer l'obligation de donner accès en communiquant les renseignements directement au tiers plutôt qu'à l'auteur de la demande.

### **Intérêts commerciaux d'un tiers**

**20(1)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements qui révéleraient :

- a) des secrets industriels de tiers;
- b) des renseignements d'ordre commercial, financier, professionnel, scientifique ou technique, lesquels ont été fournis à l'organisme public par un tiers, explicitement ou implicitement, à titre confidentiel et sont traités à ce titre de façon constante par le tiers;
- c) des renseignements d'ordre commercial, financier, professionnel, scientifique ou technique, dont la divulgation risquerait vraisemblablement :
  - (i) de nuire à la compétitivité d'un tiers,
  - (ii) d'entraver des négociations menées par un tiers en vue de contrats ou à d'autres fins,
  - (iii) d'entraîner des pertes ou de procurer des profits financiers injustifiés pour un tiers,
  - (iv) d'interrompre la communication de renseignements semblables à l'organisme public, alors qu'il serait dans l'intérêt public que cette communication se poursuive,
  - (v) de révéler des renseignements fournis à une personne nommée pour régler un conflit de travail ou mener une enquête relativement à un tel conflit, notamment un arbitre, un médiateur ou un agent des relations du travail, ou de révéler le contenu du rapport de cette personne.

**20(2)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements concernant un tiers, lesquels ont été relevés dans une déclaration d'impôt ou recueillis en vue de l'établissement de l'assujettissement à l'impôt ou de la perception d'un impôt.

**20(3)** Subsections (1) and (2) do not apply if

- (a) the third party consents to the disclosure,
- (b) the information is publicly available,
- (c) an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada expressly authorizes or requires the disclosure, or
- (d) the information discloses the final results of an environmental test conducted by or for the public body, unless the test was done for a fee paid by the third party.

**20(4)** Subject to section 32 and any other exception provided for in this Act, the head of a public body may disclose a record that contains information described in subsection (1) or (2) if, in the opinion of the head, the private interest of the third party in non-disclosure is clearly outweighed by the public interest in disclosure for the purposes of

- (a) public health or safety or protection of the environment,
- (b) improved competition, or
- (c) government regulation of undesirable trade practices.

### Division C

#### Discretionary exceptions to disclosure

##### Disclosure harmful to governmental relations

**21(1)** The head of a public body may refuse to disclose information to an applicant if disclosure could reasonably be expected to harm relations between the Government of New Brunswick or a government body and any of the following or their agencies:

- (a) the Government of Canada;
- (b) the government of another province or territory of Canada;
- (c) a local public body;
- (d) the government of a foreign country or of a state, province or territory of a foreign country;

**20(3)** Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas dans l'un des cas suivants :

- a) le tiers consent à la communication;
- b) les renseignements sont mis à la disposition du public;
- c) une loi de la province ou une loi fédérale permet ou exige expressément la communication des renseignements;
- d) les renseignements divulguent le résultat définitif d'un essai d'environnement effectué par ou pour l'organisme public, sauf si le tiers a payé les frais de l'essai.

**20(4)** Sous réserve de l'article 32 et des autres exceptions prévues par la présente loi, le responsable d'un organisme public peut communiquer un document contenant les renseignements que vise le paragraphe (1) ou (2), si, à son avis, des raisons d'intérêt public justifient nettement les conséquences éventuelles de la communication pour le tiers, ces raisons concernant :

- a) la santé ou la sécurité publique ou la protection de l'environnement;
- b) l'accroissement de la concurrence;
- c) la réglementation du gouvernement relative aux pratiques commerciales non souhaitables.

### Section C

#### Exceptions facultatives à la communication

##### Communications nuisibles aux relations intergouvernementales

**21(1)** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de nuire aux relations du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou des organismes gouvernementaux avec les autorités suivantes ou leurs organismes :

- a) le gouvernement du Canada;
- b) le gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada;
- c) les organismes publics locaux;
- d) les gouvernements des pays étrangers ou des États, des provinces ou des territoires des pays étrangers;

(e) an organization representing one or more governments;

(f) an international organization of states.

**21(2)** The head of a public body shall not disclose information referred to in subsection (1) without the consent of

(a) the Attorney General, if the information is law enforcement information, or

(b) the Lieutenant-Governor in Council for any other type of information.

### **Disclosure harmful to relations between New Brunswick and a council of the band**

**22** The head of a public body may refuse to disclose information to an applicant if the information could reasonably be expected to harm relations between the Government of New Brunswick or a government body and one or more councils of the band, as defined in the *Indian Act* (Canada).

### **Local public body confidences**

**23(1)** The head of a local public body may refuse to disclose information to an applicant if disclosure could reasonably be expected to reveal

(a) a draft of a resolution, by-law or other legal instrument by which the local public body acts, or

(b) the substance of deliberations of a meeting of the elected officials of the local public body or of its governing body or a committee of its elected officials or governing body, if the public is excluded from the meeting under subsection 10.2(4) of the *Municipalities Act*.

**23(2)** Subsection (1) does not apply if

(a) the draft of the resolution, by-law or other legal instrument or the subject matter of the deliberations has been considered in a meeting open to the public, or

e) les organisations représentant un ou des gouvernements;

f) les organisations internationales d'États.

**21(2)** Le responsable d'un organisme public ne peut communiquer les renseignements que vise le paragraphe (1) qu'avec le consentement :

a) s'il s'agit de renseignements ayant trait à l'exécution de la loi, du procureur général;

b) s'il s'agit de tout autre genre de renseignements, du lieutenant-gouverneur en conseil.

### **Communication nuisibles aux relations du gouvernement du Nouveau-Brunswick avec un conseil de bande**

**22** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de nuire aux relations du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou d'un organisme gouvernemental avec un ou plusieurs conseils de bande selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur les Indiens* (Canada).

### **Documents confidentiels des organismes publics locaux**

**23(1)** Le responsable d'un organisme public local peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de révéler :

a) l'existence d'un projet d'instrument juridique, y compris un projet de résolution, de règlement ou de règlement administratif, au moyen duquel l'organisme public local agit;

b) le contenu des délibérations qui ont eu lieu au cours d'une réunion des représentants élus de l'organisme public local ou d'une réunion de son organe dirigeant ou d'un des comités de ses représentants élus ou de son organe dirigeant, si le public a été exclu de la réunion en vertu du paragraphe 10.2(4) de la *Loi sur les municipalités*.

**23(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) le projet d'instrument juridique ou la question qui a fait l'objet des délibérations a été étudié au cours d'une réunion ouverte au public;

(b) the information referred to in subsection (1) is in a record that is more than 20 years old.

### Advice to a public body

**24(1)** The head of a public body may refuse to disclose information to an applicant if disclosure could reasonably be expected to reveal

(a) advice, opinions, proposals, recommendations, analyses or policy options developed by or for the public body or a Minister of the Crown,

(b) positions, plans, procedures, criteria or instructions developed for the purpose of contractual or other negotiations by or on behalf of the Government of New Brunswick or the public body, or considerations that relate to those negotiations,

(c) plans relating to the management of personnel or the administration of the public body that have not yet been implemented,

(d) the content of draft legislation or regulations and orders of Ministers of the Crown or the Lieutenant-Governor in Council, or

(e) information, including the proposed plans, policies or projects of a public body, the disclosure of which could reasonably be expected to result in disclosure of a pending policy or budgetary decision.

**24(2)** Subsection (1) does not apply if the information

(a) is in a record that is more than 20 years old,

(b) is an instruction or guideline issued to officers or employees of the public body,

(c) is a substantive rule or statement of policy that has been adopted by the public body for the purpose of interpreting an Act or administering a program or activity of the public body,

(d) is the result of an environmental test conducted by or for the public body,

b) les renseignements que vise le paragraphe (1) se trouvent dans un document datant de plus de vingt ans.

### Avis destinés aux organismes publics

**24(1)** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de révéler :

a) des avis, des opinions, des propositions, des recommandations, des analyses ou des options politiques élaborés par ou pour l'organisme public ou un ministre;

b) soit des positions, des projets, des lignes de conduite, des critères ou des instructions élaborés en vue de négociations contractuelles ou autres menées par ou pour le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou l'organisme public, soit des considérations liées à ces négociations;

c) des projets relatifs à la gestion du personnel ou à l'administration de l'organisme public et qui n'ont pas encore été mis en oeuvre;

d) le contenu d'avant-projets de loi ainsi que de projets de règlement, de décret et d'arrêté émanant de ministres ou du lieutenant-gouverneur en conseil;

e) des renseignements, y compris les projets, les politiques ou les entreprises proposés d'un organisme public, dont la communication risquerait vraisemblablement d'entraîner la divulgation d'une décision de principe ou d'une décision budgétaire à l'état de projet.

**24(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux renseignements suivants :

a) ils se trouvent dans un document datant de plus de vingt ans;

b) ils constituent des directives destinées aux cadres ou aux employés de l'organisme public;

c) ils constituent la règle de fond ou la position que l'organisme public a adoptée aux fins de l'interprétation d'une loi ou de la gestion d'un de ses programmes ou d'une de ses activités;

d) ils constituent le résultat d'un essai d'environnement effectué par ou pour l'organisme public;

(e) is a statement of the reasons for a decision made in the exercise of a quasi-judicial function or a discretionary power that affects the applicant,

(f) is the result of background research of a scientific or technical nature undertaken in connection with the formulation of a policy proposal,

(g) is a statistical study,

(h) is a record that is part of a quantitative or qualitative research study of public opinion, or

(i) is a final report or final audit on the performance or efficiency of the public body or of any of its programs or policies, except where the information is a report or appraisal of the performance of an individual who is or was an officer or employee of the public body.

**24(3)** For the purpose of paragraph (2)(f), background research of a technical nature does not include economic or financial research undertaken in connection with the formulation of a tax policy or other economic policy of the public body.

#### **Solicitor-client privilege**

**25(1)** The head of a public body may refuse to disclose to an applicant

(a) information that is subject to solicitor-client privilege,

(b) information prepared by or for an agent or lawyer of the Office of the Attorney General or the public body in relation to a matter involving the provision of legal advice or legal services or in relation to the investigation or prosecution of an offence, or

(c) information in a communication between an agent or lawyer of the Office of the Attorney General or the public body and any other person in relation to a matter involving the provision of legal advice or legal services or in relation to the investigation or prosecution of an offence.

e) ils constituent l'exposé des motifs d'une décision rendue dans l'exercice d'une fonction quasi judiciaire ou prise dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire touchant l'auteur de la demande;

f) ils constituent le résultat d'une recherche de base à caractère scientifique ou technique entreprise dans le cadre de la formulation d'un énoncé de politique;

g) ils constituent un sondage statistique;

h) ils se trouvent dans un document faisant partie d'une étude de recherche qualitative ou quantitative sur l'opinion publique;

i) ils constituent une vérification ou un rapport final portant sur le rendement ou l'efficacité de l'organisme public ou sur l'efficacité de ses programmes ou de ses politiques, à l'exclusion d'un rapport ou d'une évaluation portant sur le rendement d'une personne physique qui est ou était un cadre ou un employé de l'organisme.

**24(3)** Pour l'application de l'alinéa (2)f), les recherches de base à caractère technique excluent les recherches à caractère économique ou financier entreprises dans le cadre de la formulation des politiques budgétaires de l'organisme public ou de ses autres politiques économiques.

#### **Secret professionnel de l'avocat**

**25(1)** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande :

a) des renseignements protégés par le privilège des communications entre client et avocat;

b) des renseignements préparés par ou pour un mandataire ou un avocat du Cabinet du procureur général ou l'organisme public relativement ou bien à une question nécessitant la prestation de conseils ou de services juridiques, ou bien à l'enquête ou à la poursuite concernant une infraction;

c) des renseignements figurant dans la communication entre un mandataire ou un avocat du Cabinet du procureur général ou l'organisme public et une autre personne relativement ou bien à une question nécessitant la prestation de conseils ou de services juridiques, ou bien à l'enquête ou à la poursuite concernant une infraction.

**25(2)** The head of a public body shall refuse to disclose to the applicant information that is subject to a solicitor-client privilege of a person other than the public body.

#### **Disclosure harmful to an individual or public safety**

**26** The head of a public body may refuse to disclose to an applicant information, including personal information about that person, if disclosure could reasonably be expected to

- (a) threaten or harm the mental or physical health or the safety of another person,
- (b) result, in the opinion of a duly qualified physician, psychologist, or other appropriate expert, in serious harm to the applicant's mental or physical health or safety, or
- (c) threaten public safety.

#### **Disclosure harmful to law enforcement or legal proceedings**

**27(1)** The head of a public body may refuse to disclose information to an applicant if disclosure could reasonably be expected to

- (a) harm a law enforcement matter,
- (b) prejudice the defence of Canada or of a foreign state allied to or associated with Canada or harm the detection, prevention or suppression of espionage, sabotage or terrorism,
- (c) harm the effectiveness of investigative techniques and procedures currently used, or likely to be used, in law enforcement,
- (d) interfere with the gathering of, or reveal criminal intelligence that has a reasonable connection with, the detection, prevention or suppression of organized criminal activities or of serious and repetitive criminal activities,
- (e) endanger the life or safety of a law enforcement officer or any other person,

**25(2)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements protégés par le privilège des communications entre client et avocat, si le privilège concerne une personne autre que l'organisme public.

#### **Communications nuisibles à la sécurité de la personne physique ou du public**

**26** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements, y compris des renseignements personnels le concernant, dont la communication risquerait vraisemblablement :

- a) de menacer la santé physique ou mentale ou la sécurité d'autrui ou d'y nuire;
- b) de causer, de l'avis d'un spécialiste, notamment un médecin qualifié ou un psychologue, un préjudice grave à la sécurité ou à l'état physique ou mental de l'auteur de la demande;
- c) de menacer la sécurité du public.

#### **Communications nuisibles à l'exécution de la loi ou à la conduite d'instances judiciaires**

**27(1)** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication pourrait vraisemblablement :

- a) faire obstacle à une question concernant l'exécution de la loi;
- b) porter préjudice soit à la défense du Canada ou d'États étrangers alliés ou associés avec le Canada, soit à la détection, à la prévention ou à la répression de l'espionnage, du sabotage ou du terrorisme;
- c) réduire l'efficacité de techniques et de méthodes d'enquête utilisées ou susceptibles d'être utilisées dans l'exécution de la loi;
- d) nuire à la collecte ou révéler l'existence de renseignements judiciaires secrets ayant des liens suffisants avec la détection, la prévention ou la répression des activités criminelles organisées ou des activités criminelles graves et répétitives;
- e) menacer la vie ou la sécurité d'un agent d'exécution de la loi ou d'une autre personne;

(f) deprive a person of the right to a fair trial or impartial adjudication,

(g) disclose a record that has been confiscated from a person by a peace officer in accordance with an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada,

(h) facilitate the escape from custody of an individual who is lawfully detained,

(i) facilitate the commission of an unlawful act or interfere with the control of crime,

(j) disclose technical information relating to weapons or potential weapons,

(k) interfere with the proper custody or supervision of an individual who is lawfully detained,

(l) reveal information in a correctional record supplied, explicitly or implicitly, in confidence,

(m) expose to civil liability the author of a law enforcement record or a person who has been quoted or paraphrased in the record, or

(n) be injurious to the conduct of existing or anticipated legal proceedings.

**27(2)** The head of a public body shall refuse to disclose information to an applicant if the information is in a law enforcement record and the disclosure is prohibited under an Act of the Parliament of Canada.

**27(3)** Subsection (1) does not apply to

(a) a report, including statistical analysis, on the degree of success achieved by a law enforcement program, unless disclosure of the report could reasonably be expected to cause any harm or interference referred to in subsection (1), and

(b) a record that provides a general outline of the structure or programs of a law enforcement agency.

f) priver une personne de son droit à un procès équitable ou à un jugement impartial;

g) révéler un document confisqué à une personne par un agent de la paix en conformité avec une loi de la province ou une loi fédérale;

h) faciliter l'évasion d'un individu légalement détenu;

i) faciliter la perpétration d'un acte illégal ou entraver la répression du crime;

j) révéler des renseignements techniques concernant des armes actuelles ou futures;

k) nuire à la garde ou à la surveillance efficace d'un individu légalement détenu;

l) révéler des renseignements figurant dans un document des services correctionnels et fournis explicitement ou implicitement à titre confidentiel;

m) exposer à la responsabilité civile l'auteur d'un document lié à l'exécution de la loi ou la personne physique qui y est citée ou dont les propos y sont paraphrasés;

n) nuire à la conduite d'instances judiciaires en cours ou prévues.

**27(2)** Le responsable d'un organisme public refuse de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements qui figurent dans un document lié à l'exécution de la loi et dont la communication est interdite par une loi fédérale.

**27(3)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

a) aux rapports, y compris les analyses statistiques, qui ont trait au degré de succès atteint dans le cadre d'un programme d'exécution de la loi, sauf si la communication des rapports risquerait vraisemblablement de nuire à la poursuite des objectifs visés au paragraphe (1);

b) aux documents qui donnent un aperçu général de la structure ou des programmes des organismes chargés de l'exécution de la loi.

**Disclosure harmful to economic and other interests of a public body**

**28(1)** The head of a public body may refuse to disclose information to an applicant if disclosure could reasonably be expected to harm the economic or financial interests or negotiating position of a public body or the Government of New Brunswick, including but not limited to, the following information:

- (a) a trade secret of a public body or the Government of New Brunswick;
- (b) financial, commercial, scientific, technical or other information in which a public body or the Government of New Brunswick has a proprietary interest or right of use;
- (c) information the disclosure of which could reasonably be expected to result in a financial loss to a public body or to the Government of New Brunswick or prejudice the competitive position of or interfere with or prejudice contractual or other negotiations of a public body or the Government of New Brunswick;
- (d) innovative scientific or technical information obtained through research by an employee of a public body or the Government of New Brunswick; and
- (e) information the disclosure of which could reasonably be expected to result in an undue loss or benefit to a person, or premature disclosure of a pending policy decision, including but not limited to,
  - (i) a contemplated change in taxes or other source of revenue,
  - (ii) a contemplated change in government borrowing,
  - (iii) a contemplated change in the conditions of operation of a financial institution, stock exchange, or commodities exchange, or of any self-regulating organization recognized by the New Brunswick Securities Commission under an Act of the Legislature,

**Intérêts économiques et autres d'organismes publics**

**28(1)** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'intérêt économique ou financier d'un organisme public ou du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou à sa position de négociateur, y compris, notamment, les renseignements suivants :

- a) les secrets industriels d'un organisme public ou du gouvernement du Nouveau-Brunswick;
- b) les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques, techniques ou autres relativement auxquels un organisme public ou le gouvernement du Nouveau-Brunswick est titulaire d'un droit de propriété ou d'usage;
- c) les renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement de causer des pertes financières à un organisme public ou au gouvernement du Nouveau-Brunswick, de nuire à sa compétitivité ou d'entraver des négociations qu'il mène en vue de conclure des contrats ou à d'autres fins;
- d) les renseignements techniques ou scientifiques innovateurs obtenus grâce à des recherches par un employé d'un organisme public ou du gouvernement du Nouveau-Brunswick;
- e) les renseignements dont la communication risquerait vraisemblablement d'entraîner des pertes ou des avantages injustifiés pour une personne, ou la communication prématurée d'une décision de principe à l'état de projet, notamment :
  - (i) les projets de changement touchant les taxes, les impôts ou les autres sources de revenu,
  - (ii) les projets de changement touchant les emprunts du gouvernement,
  - (iii) les projets de changements touchant le mode de fonctionnement des institutions financières, des bourses ou des bourses de marchandises ou encore des organismes d'autoréglementation que reconnaît la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick en vertu d'une loi de la province,

(iv) a contemplated sale or purchase of securities, bonds or foreign or Canadian currency.

(iv) les projets de vente ou d'achat de valeurs mobilières, d'obligations ou de devises canadiennes ou étrangères.

**28(2)** Subsection (1) does not apply to the results of an environmental test conducted by or for a public body, unless the test was done for the purpose of developing methods of testing or for the purpose of testing products for possible purchase.

**28(2)** Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux résultats d'un essai d'environnement effectué par ou pour un organisme public, sauf si l'essai a été fait en vue de mettre au point des méthodes d'essais ou de mettre à l'essai des produits destinés à un achat éventuel.

### Testing procedures, tests and audits

**29** The head of a public body may refuse to disclose to an applicant information relating to testing or auditing procedures or techniques or details of specific tests to be given or audits to be conducted, if disclosure could reasonably be expected to prejudice the use or results of particular tests or audit.

### Examens et vérifications

**29** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements relatifs soit à certaines activités, notamment des essais, épreuves, examens, vérifications, soit aux méthodes et aux techniques employées pour les effectuer, et dont la communication risquerait vraisemblablement de nuire à l'exploitation de ces activités ou de fausser leurs résultats.

### Confidential evaluations

**30** The head of a public body may refuse to disclose to an applicant personal information that has been provided in confidence, explicitly or implicitly, for purposes of determining the applicant's suitability, eligibility or qualifications for employment, or for the purpose of awarding a contract.

### Évaluations confidentielles

**30** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements personnels qui ont été fournis explicitement ou implicitement à titre confidentiel en vue de l'évaluation des aptitudes, de l'admissibilité ou des compétences de l'auteur de la demande relativement à un emploi ou de l'attribution d'un contrat.

### Information that is or will be available to the public

**31(1)** The head of a public body may refuse to disclose to an applicant information

(a) that is free of charge to the public or is available for purchase by the public, or

(b) that will be made available to the public within 90 days after the person's request is received.

**31(2)** When the head of a public body has refused to disclose information under paragraph (1)(b), the head

(a) shall notify the applicant when the information becomes available, and

(b) shall, if the information is not available to the public within 90 days after the person's request is re-

### Renseignements qui sont ou seront mis à la disposition du public

**31(1)** Le responsable d'un organisme public peut refuser de communiquer à l'auteur de la demande des renseignements :

a) qui sont mis à la disposition du public, moyennant paiement d'un droit ou non;

b) qui seront mis à la disposition du public dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande.

**31(2)** S'il a refusé de communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa (1)b), le responsable de l'organisme public :

a) avise l'auteur de la demande du moment où les renseignements seront mis à la disposition du public;

b) dans le cas où les renseignements ne sont pas mis à la disposition du public dans les quatre-vingt-dix jours

ceived, reconsider the request as if it were a new request received on the sixtieth day of the 90 day period and shall not be entitled to refuse access to the information under paragraph (1)(b).

### **Division D**

#### **Third party intervention**

##### **Notice to third party**

**32(1)** When the head of a public body is considering giving access to a record the disclosure of which might result in an unreasonable invasion of a third party's privacy under section 19 or affect a third party's interests described in subsection 20(1) or (2), the head shall, where practicable and as soon as practicable, give written notice to the third party in accordance with section 33.

**32(2)** A third party is deemed to have waived the requirement for notice in subsection (1) in a case where the third party has consented to or requested the disclosure.

##### **Content of notice**

**33(1)** A notice referred to in subsection 32(1) shall

(a) state that a request has been made for access to a record that may contain information the disclosure of which might invade the privacy or affect the interests of the third party,

(b) include a copy of the record or part of it containing the information in question or describe the contents of the record, and

(c) state that, within 21 days after the notice is given, the third party may, in writing, consent to the disclosure or make representations to the head of the public body explaining why the information should not be disclosed.

**33(2)** When notice is given under subsection 32(1), the head of the public body shall also give the applicant a notice stating that

(a) the record requested by the applicant may contain information the disclosure of which might invade the privacy or affect the interests of a third party,

suisant la réception de la demande, procède à un nouvel examen de celle-ci comme s'il s'agissait d'une nouvelle demande reçue le soixantième jour de la période susmentionnée et ne peut refuser l'accès aux renseignements sous le régime de l'alinéa (1)b).

### **Section D**

#### **Intervention de tiers**

##### **Avis au tiers**

**32(1)** Le responsable d'un organisme public qui envisage de donner communication d'un document susceptible d'entraîner une atteinte injustifiée à la vie privée d'un tiers sous le régime de l'article 19 ou de porter atteinte aux intérêts d'un tiers sous le régime du paragraphe 20(1) ou (2) est tenu d'en aviser par écrit le tiers dès que possible en conformité avec l'article 33.

**32(2)** Le tiers est réputé avoir renoncé à l'avis prévu au paragraphe (1) s'il a consenti à la communication du document ou l'a demandée.

##### **Contenu de l'avis**

**33(1)** L'avis prévu au paragraphe 32(1) :

a) mentionne qu'a été présentée une demande de communication d'un document susceptible de contenir des renseignements dont la communication pourrait constituer une atteinte injustifiée à la vie privée du tiers ou porter atteinte à ses intérêts;

b) comprend une copie de tout ou partie du document contenant les renseignements en question ou en désigne le contenu;

c) mentionne que le tiers peut consentir par écrit à la communication des renseignements ou présenter au responsable de l'organisme public ses observations écrites tenant aux raisons qui justifieraient un refus de communication dans les vingt-et-un jours suivant la transmission de l'avis.

**33(2)** Dans le cas où un avis est donné en application du paragraphe 32(1), le responsable de l'organisme public donne également à l'auteur de la demande un avis mentionnant ce qui suit :

a) le document demandé par l'auteur de la demande est susceptible de contenir des renseignements dont la communication pourrait constituer une atteinte à la vie privée d'un tiers ou porter atteinte à ses intérêts;

(b) the third party is being given an opportunity to make representations concerning disclosure, and

(c) a decision respecting disclosure will be made within 30 days after the day notice is given under subsection 32(1), unless the time limit for responding is extended under subsection 10(3).

**33(3)** Representations by a third party under this section shall be made in writing unless the head of the public body permits them to be made orally.

#### **Decision within 30 days**

**34(1)** Within 30 days after notice is given under subsection 32(1), the head of the public body shall decide whether or not to give access to the record or to part of the record, but no decision may be made before the earlier of

- (a) twenty-one days after the notice is given, and
- (b) the day a response is received from the third party.

**34(2)** On reaching a decision under subsection (1), the head of the public body shall give written notice of the decision, including reasons for the decision, to the applicant and the third party.

**34(3)** Subsection 10(3) applies with the necessary modifications in relation to the time limit referred to in subsection (1).

**34(4)** If the head of the public body decides to give access to the record or part of the record, the notice under subsection (2) shall state that the applicant will be given access unless the third party files a complaint with the Commissioner or refers the matter to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for review under Part 5 within 21 days after the notice is given.

**34(5)** If the head of the public body decides not to give access to the record or part of the record, the notice under subsection (2) shall state that the applicant may file a complaint with the Commissioner or may refer the matter to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for review under Part 5 within 60 days after the notice is given.

b) le tiers a la possibilité de présenter des observations concernant la communication;

c) une décision sera prise au sujet de la communication dans les trente jours suivant la transmission de l'avis prévu au paragraphe 32(1), à moins que le délai de réponse ne soit prorogé en vertu du paragraphe 10(3).

**33(3)** Les observations prévues au présent article sont présentées par écrit, à moins que le responsable ne permette qu'elles soient présentées oralement.

#### **Décision dans les trente jours**

**34(1)** Dans les trente jours suivant la transmission de l'avis prévu au paragraphe 32(1), le responsable de l'organisme public prend une décision quant à la communication totale ou partielle du document. Toutefois, il ne peut prendre sa décision que :

- a) vingt-et-un jours après la transmission de l'avis;
- b) le jour où il reçoit une réponse du tiers, si cette éventualité se réalise la première.

**34(2)** Dès qu'il prend une décision, le responsable de l'organisme public en donne par écrit avis motivé à l'auteur de la demande et au tiers.

**34(3)** Le paragraphe 10(3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, au délai imparti au paragraphe (1).

**34(4)** L'avis d'une décision portant acceptation de donner communication totale ou partielle du document mentionne que l'auteur de la demande recevra communication, à moins que, dans les vingt-et-un jours suivant sa transmission, le tiers ne dépose une plainte auprès du commissaire ou ne défère l'affaire à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu de la partie 5.

**34(5)** L'avis d'une décision portant refus de donner communication totale ou partielle du document mentionne que l'auteur de la demande peut, dans les soixante jours suivant sa transmission, déposer une plainte auprès du commissaire ou déférer l'affaire à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu de la partie 5.

**PART 3**

**PROTECTION OF PRIVACY**

**Division A**

**Collection, correction and retention of personal information**

**Purpose of collection of personal information**

**35(1)** No personal information may be collected by or for a public body unless

- (a) the collection of the information is authorized or required by or under an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada,
- (b) the information relates directly to and is necessary for an existing program or activity of the public body, or
- (c) the information is collected for law enforcement purposes.

**35(2)** A public body shall collect only as much personal information about an individual as is reasonably necessary to accomplish the purpose for which it is collected.

**Manner of collection**

**36(1)** Personal information shall be collected by or for a public body directly from the individual the information is about unless

- (a) another method of collection is authorized by that individual or by an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada,
- (b) collection of the information directly from the individual could reasonably be expected to cause harm to the individual or to another person,
- (c) collection of the information is in the interest of the individual and time or circumstances do not permit collection directly from the individual,
- (d) collection of the information directly from the individual could reasonably be expected to result in inaccurate information being collected,
- (e) the information may be disclosed to the public body under Division B of this Part,

**PARTIE 3**

**PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

**Section A**

**Collecte, correction et conservation des renseignements personnels**

**Fins de la collecte de renseignements**

**35(1)** La collecte de renseignements personnels par ou pour un organisme public ne peut avoir lieu que dans les cas suivants :

- a) elle est expressément autorisée ou requise en vertu d'une loi de la province ou d'une loi fédérale;
- b) les renseignements ont directement trait et sont nécessaires aux activités ou aux programmes existants de l'organisme public;
- c) les renseignements sont recueillis aux fins de l'exécution de la loi.

**35(2)** L'organisme public ne recueille que le nombre de renseignements personnels concernant une personne physique nécessaire à la réalisation des fins auxquelles ils sont destinés.

**Mode de collecte**

**36(1)** La collecte de renseignements personnels par ou pour un organisme public se fait auprès de la personne physique concernée elle-même, sauf si :

- a) un autre mode de collecte est autorisé par cette personne physique ou par une loi de la province ou une loi fédérale;
- b) la collecte des renseignements à laquelle il est procédé directement auprès de la personne physique pourrait vraisemblablement lui nuire ou nuire à autrui;
- c) la collecte des renseignements sert l'intérêt de la personne physique, et le temps ou les circonstances ne permettent pas leur collecte directement auprès d'elle;
- d) des renseignements inexacts pourraient vraisemblablement être recueillis dans un tel cas;
- e) les renseignements peuvent être communiqués à l'organisme public en vertu de la section B de la présente partie;

- (f) the information is collected for inclusion in a public registry,
- (g) the information is collected for law enforcement purposes,
- (h) the information is collected for the purpose of existing or anticipated legal proceedings to which the Government of New Brunswick or the public body is a party,
- (i) the information is collected for use in providing legal advice or legal services to the Government of New Brunswick or the public body,
- (j) the information concerns
- (i) the history, release or supervision of an individual in the custody of or under the control or supervision of a correctional facility, or
- (ii) the security of a correctional facility,
- (k) the information is collected for the purpose of enforcing a support order under the *Support Enforcement Act*,
- (l) the information is collected for the purpose of informing the Public Trustee about clients or potential clients,
- (m) the information is collected for the purpose of
- (i) determining the eligibility of an individual to participate in a program of or receive a benefit or service from the Government of New Brunswick or the public body and is collected in the course of processing an application made by or on behalf of the individual the information is about, or
- (ii) verifying the eligibility of an individual who is participating in a program of or receiving a benefit or service from the Government of New Brunswick or the public body,
- (n) the information is collected for the purpose of
- (i) determining the amount of or collecting a fine, debt, tax or payment owing to the Government of
- f) les renseignements sont recueillis afin d'être versés dans un registre public;
- g) les renseignements sont recueillis aux fins de l'exécution de la loi;
- h) les renseignements sont recueillis aux fins de la conduite d'instances judiciaires en cours ou envisagées auxquelles est partie le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou l'organisme public;
- i) les renseignements sont recueillis aux fins de leur utilisation dans le cadre de la prestation de conseils ou de services juridiques au gouvernement du Nouveau-Brunswick ou à l'organisme public;
- j) les renseignements ont trait :
- (i) aux antécédents, à la mise en liberté ou à la surveillance d'un individu confié à la garde ou à la surveillance d'un établissement correctionnel,
- (ii) à la sécurité d'un établissement correctionnel;
- k) les renseignements sont recueillis aux fins de l'exécution d'une ordonnance de soutien rendue en vertu de la *Loi sur l'exécution des ordonnances de soutien*;
- l) les renseignements sont recueillis afin que soit informé le curateur public au sujet de clients actuels ou éventuels;
- m) les renseignements sont recueillis afin qu'il soit possible :
- (i) soit de déterminer si une personne physique peut participer à un programme ou recevoir un avantage ou un service du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou de l'organisme public, et ils sont recueillis dans le cadre du traitement d'une demande présentée par ou pour la personne physique qu'ils concernent,
- (ii) soit de vérifier l'admissibilité d'une personne physique qui participe à un programme ou qui reçoit un avantage ou un service du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou de l'organisme public;
- n) les renseignements sont recueillis aux fins :
- (i) soit de la détermination d'une somme due au gouvernement du Nouveau-Brunswick ou à l'orga-

New Brunswick or the public body, or an assignee of either of them, or

(ii) making a payment,

(o) the information is collected for the purpose of managing or administering personnel of the Government of New Brunswick or the public body,

(p) the information is collected for the purpose of auditing, monitoring or evaluating the activities of the Government of New Brunswick or the public body,

(q) the information is collected for the purpose of determining suitability for an honour or award, including an honorary degree, scholarship, prize or bursary, or

(r) the information is collected for some other substantial reason in the public interest, whether or not it is similar in nature to paragraphs (a) to (q).

**36(2)** A public body that collects personal information directly from the individual the information is about shall inform the individual of

(a) the purpose for which the information is collected,

(b) the legal authority for the collection, and

(c) the title, business address and telephone number of an officer or employee of the public body who can answer the individual's questions about the collection.

**36(3)** Subsection (2) does not apply to a public body if the public body has recently provided the individual with the information referred to in that subsection about the collection of the same or similar personal information for the same or a related purpose.

### Accuracy of personal information

**37** If personal information about an individual will be used by a public body to make a decision that directly affects the individual, the public body shall take reasonable steps to ensure that the information is accurate and complete.

nisme public, ou à un de ses cessionnaires, ou de la perception de cette somme,

(ii) soit du versement d'une somme;

o) les renseignements sont recueillis aux fins de la gestion du personnel du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou de l'organisme public;

p) les renseignements sont recueillis aux fins de l'examen, de la surveillance ou de l'évaluation des activités du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou de l'organisme public;

q) les renseignements sont recueillis aux fins de la détermination des candidats possibles à une distinction ou à un prix, y compris un diplôme, une bourse ou un prix honorifique;

r) les renseignements sont recueillis pour toute raison importante dans l'intérêt du public, qu'elle soit ou non semblable à celle des alinéas a) à q).

**36(2)** L'organisme public qui recueille des renseignements personnels directement auprès de la personne physique qu'ils concernent l'informe :

a) des fins auxquelles ils sont destinés;

b) de la disposition législative permettant leur collecte;

c) du titre, de l'adresse du bureau ainsi que du numéro de téléphone d'un cadre ou d'un employé de l'organisme public qui peut le renseigner au sujet de la collecte.

**36(3)** L'organisme public n'est pas tenu d'observer le paragraphe (2) s'il a récemment fourni à la personne physique les renseignements énoncés à ce paragraphe au sujet de la collecte de renseignements personnels identiques ou similaires à des fins identiques ou connexes.

### Exactitude des renseignements personnels

**37** L'organisme public qui entend utiliser des renseignements personnels concernant une personne physique afin de prendre une décision qui la touche directement prend les mesures voulues pour que les renseignements soient exacts et complets.

**Right to request correction of personal information**

**38(1)** An applicant who has been given access to a record containing his or her personal information under Part 2 and who believes there is an error or omission in the information may request the head of the public body that has the information in its custody or under its control to correct the information.

**38(2)** A request under subsection (1) shall be in writing.

**38(3)** Within 30 days after receiving a request under subsection (1), the head of the public body shall

(a) make the requested correction and notify the applicant of the correction, or

(b) notify the applicant of the head's refusal to correct the record and the reason for the refusal, that the request for correction has been added to the record, and that the individual has a right to file a complaint with the Commissioner about the refusal under Part 5.

**38(4)** Subsection 10(3) applies with the necessary modifications in relation to the time limit referred to in subsection (3).

**38(5)** On correcting a record or adding a request for correction to a record under this section, the head of the public body shall, where practicable, notify any other public body or third party to whom the information has been disclosed during the year before the correction was requested that the correction has been made or a request for correction has been added.

**38(6)** On being notified under subsection (5) of a correction or request for correction, a public body shall make the correction or add the request for correction to any record of that information in its custody or under its control.

**Retention of personal information**

**39(1)** A public body that uses personal information about an individual to make a decision that directly affects the individual shall, subject to any other Act of the Legislature, establish and comply with a written policy concerning the retention of the personal information.

**39(2)** A written policy referred to in subsection (1) shall

**Droit de faire corriger les renseignements**

**38(1)** L'auteur de la demande qui a reçu communication d'un document contenant ses renseignements personnels sous le régime de la partie 2 et qui croit que les renseignements sont erronés ou incomplets peut demander leur correction au responsable de l'organisme public de qui ils relèvent.

**38(2)** La demande est présentée par écrit au responsable de l'organisme public.

**38(3)** Dans les trente jours de la réception de la demande que vise le paragraphe (1), le responsable de l'organisme public :

a) ou bien effectue la correction demandée et en avise l'auteur de la demande;

b) ou bien avise l'auteur de la demande de son refus de corriger le document, du motif du refus, de l'ajout de la demande de correction au document et du droit de la personne physique de déposer en vertu de la partie 5 une plainte auprès du commissaire au sujet du refus.

**38(4)** Le paragraphe 10(3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, au délai prévu au paragraphe (3).

**38(5)** Dès qu'une correction est apportée à un document ou qu'une demande de correction est ajoutée à un document sous le régime du présent article, le responsable de l'organisme public est tenu, si la chose est possible du point de vue pratique, d'en aviser tout autre organisme public ou tiers auquel les renseignements ont été communiqués au cours de l'année précédant la demande de correction.

**38(6)** Dès réception de l'avis prévu au paragraphe (5), l'organisme public fait la correction sur les documents qui contiennent les renseignements et qui relèvent de lui, ou y ajoute la demande de correction.

**Conservation des renseignements personnels**

**39(1)** L'organisme public qui utilise des renseignements personnels concernant une personne physique afin de prendre une décision qui la touche directement est tenu, sous réserve de toute autre loi de la province, d'établir et d'observer des directives écrites relativement à la conservation de ces renseignements.

**39(2)** Les directives :

(a) require that personal information be retained for a reasonable period of time so that the individual to whom the information relates has a reasonable opportunity to obtain access to it, and

(b) comply with any additional requirements set out in the regulations.

### Protection of personal information

**40** The head of a public body shall, in accordance with any requirements set out in the regulations, protect personal information by making reasonable security arrangements against such risks as unauthorized access, use, disclosure or destruction.

#### Division B

### Restrictions on use and disclosure of personal information

#### General duty of public bodies

**41(1)** A public body shall not use or disclose personal information except as authorized under this Division.

**41(2)** Every use and disclosure by a public body of personal information must be limited to the minimum amount of information necessary to accomplish the purpose for which it is used or disclosed.

**41(3)** A public body shall limit the use and disclosure of personal information in its custody or under its control to those of its employees or agents who need to know the information to carry out the purpose for which the information was collected or received or to carry out a purpose authorized under paragraph 42(a) or (c).

#### Use of personal information

**42** A public body may use personal information only

(a) for the purpose for which the information was collected or compiled under subsection 35(1) or for a use consistent with that purpose,

(b) if the individual the information is about has consented to the use, or

(c) for a purpose for which that information may be disclosed to the public body under section 44, 45 or 46 or for a use approved under section 45.

a) prévoient la conservation des renseignements personnels pendant une période suffisante afin de permettre à la personne physique concernée d'exercer son droit d'accès à ces renseignements;

b) respectent les autres exigences réglementaires.

### Protection des renseignements personnels

**40** Le responsable d'un organisme public protège les renseignements personnels, en conformité avec les exigences réglementaires, en prenant les mesures de sécurité voulues contre des risques tels que l'accès, l'utilisation, la communication ou la destruction non autorisée.

#### Section B

### Restrictions quant à l'utilisation et à la communication des renseignements personnels

#### Obligations générales des organismes publics

**41(1)** L'organisme public ne peut utiliser ou communiquer des renseignements personnels que dans la mesure prévue dans la présente section.

**41(2)** L'utilisation ou la communication par un organisme public de renseignements personnels se limite au nombre minimal de renseignements nécessaires à la réalisation de la fin à laquelle ils sont destinés.

**41(3)** L'organisme public limite l'utilisation et la communication des renseignements personnels qui relèvent de lui à ceux de ses employés et mandataires qui doivent les connaître pour réaliser la fin à laquelle ils ont été recueillis ou reçus ou une des fins autorisées en vertu de l'alinéa 42a) ou c).

#### Utilisation des renseignements personnels

**42** Les renseignements personnels ne peuvent servir à l'organisme public :

a) qu'aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou préparés sous le régime du paragraphe 35(1) ou que pour les utilisations qui s'avèrent compatibles avec ces fins;

b) que si la personne physique qu'ils concernent a consenti à leur utilisation;

c) qu'aux fins auxquelles ils peuvent être communiqués à l'organisme public en vertu de l'article 44, 45 ou 46 de même que pour les utilisations approuvées en vertu de l'article 45.

**Consistent purpose**

**43** For the purpose of paragraph 42(a), a use or disclosure of personal information is consistent with the purpose for which the information was collected or compiled if the use or disclosure

- (a) has a reasonable and direct connection to that purpose, or
- (b) is necessary for performing the statutory duties of, or for operating an authorized program or carrying out an activity of, the public body that uses or discloses the information.

**Disclosure of personal information**

**44(1)** A public body may disclose personal information only

- (a) if the individual the information is about has consented to the disclosure,
- (b) for the purpose of complying with an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada, or with a treaty, arrangement or agreement entered into between the two governments under an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada,
- (c) in accordance with an Act of the Legislature or an Act of the Parliament of Canada that authorizes or requires the disclosure,
- (d) for law enforcement purposes,
- (e) if the public body is a law enforcement agency and the information is disclosed to
  - (i) another law enforcement agency in Canada, or
  - (ii) a law enforcement agency in a foreign country under an arrangement, written agreement, treaty or legislative authority,
- (f) for the purpose of supervising an individual in the custody of or under the control or supervision of a correctional facility,
- (g) where disclosure is necessary for the security of a correctional facility,

**Fins compatibles**

**43** Pour l'application de l'alinéa 42a), l'utilisation ou la communication des renseignements personnels est compatible avec la fin à laquelle ils ont été recueillis ou préparés si cet usage ou cette communication :

- a) comporte un lien suffisant et direct avec cette fin;
- b) est nécessaire à l'exercice des obligations légales de l'organisme public qui les utilise ou les communique, à l'administration d'un des programmes autorisés de cet organisme, ou encore à l'exercice d'une de ses activités.

**Communication des renseignements personnels**

**44(1)** L'organisme public ne peut communiquer des renseignements personnels :

- a) que si la personne physique qu'ils concernent a consenti à leur communication;
- b) qu'aux fins de l'observation d'une loi de la province ou d'une loi fédérale ou d'un traité, d'un arrangement ou d'un accord conclu entre gouvernements sous le régime d'une telle loi;
- c) qu'en conformité avec une loi de la province ou une loi fédérale qui permet ou exige la communication;
- d) qu'aux fins de l'exécution de la loi;
- e) que s'il est un organisme chargé de l'exécution de la loi et que les renseignements sont communiqués :
  - (i) à un autre organisme chargé de l'exécution de la loi au Canada,
  - (ii) à un organisme chargé de l'exécution de la loi dans un pays étranger en vertu d'un arrangement, d'un accord écrit, d'un traité ou d'une disposition législative;
- f) qu'aux fins de la surveillance d'un individu confié à la garde ou à la surveillance d'un établissement correctionnel;
- g) que si leur communication est nécessaire à la sécurité d'un établissement correctionnel;

(h) for the purpose of obtaining or enforcing a support order under the *Support Enforcement Act*,

(I) where necessary to protect the mental or physical health or the safety of any individual or group of individuals,

(j) for the purpose of

(i) contacting a relative or friend of an individual who is injured, incapacitated or ill,

(ii) assisting in identifying a deceased individual, or

(iii) informing the representative or a relative of a deceased individual, or any other person it is reasonable to inform in the circumstances, of the individual's death,

(k) to a relative of a deceased individual if the head of the public body reasonably believes that disclosure is not an unreasonable invasion of the deceased's privacy,

(l) for the purpose of complying with a subpoena, warrant or order issued or made by a court, person or body with jurisdiction to compel the production of information or with a rule of court that relates to the production of information,

(m) for use in providing legal advice or legal services to the Government of New Brunswick or the public body,

(n) for use in existing or anticipated legal proceedings to which the Government of New Brunswick or the public body is a party,

(o) for the purpose of enforcing a legal right that the Government of New Brunswick or the public body has against any person,

h) qu'aux fins de l'obtention ou de l'exécution d'une ordonnance de soutien rendue en vertu de la *Loi sur l'exécution des ordonnances de soutien*;

i) que dans les cas où la communication est nécessaire pour la protection de la santé physique ou mentale ou de la sécurité d'une personne physique ou d'un groupe de personnes physiques;

j) qu'afin que soit :

(i) contacté un parent ou un ami d'une personne physique blessée, atteinte d'une incapacité ou malade,

(ii) facilitée l'identification d'un défunt,

(iii) informé le représentant ou un parent d'une personne physique du décès de cette dernière, ou toute autre personne qu'il est opportun d'informer dans les circonstances;

k) qu'à un parent d'une personne physique décédée si le responsable de l'organisme public croit, pour des motifs raisonnables, que la communication ne constitue pas une atteinte injustifiée à la vie privée du défunt;

l) qu'aux fins de l'observation d'un subpoena, d'un mandat, d'une ordonnance ou d'un ordre émanant d'un tribunal, d'une personne ou d'un organisme ayant le pouvoir de contraindre à la production de renseignements ou de l'observation de règles de procédure se rapportant à la production de renseignements;

m) qu'aux fins de leur utilisation dans la prestation de conseils ou de services juridiques destinés au gouvernement du Nouveau-Brunswick ou à l'organisme public;

n) qu'aux fins de leur utilisation dans la conduite d'instances judiciaires en cours ou envisagées, auxquelles est partie le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou l'organisme public;

o) qu'aux fins de l'exercice d'un droit découlant de la loi que possède contre une personne le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou l'organisme public;

(p) for the purpose of determining or verifying an individual's suitability or eligibility for a program, service or benefit,

p) que pour permettre de déterminer ou de vérifier si une personne physique peut participer à un programme ou recevoir un service ou un avantage ou si elle y est admissible;

(q) for the purpose of

q) qu'aux fins :

(i) determining the amount of or collecting a fine, debt, tax or payment owing by an individual to the Government of New Brunswick, to the federal government or to the public body, or to an assignee of any of them, or

(i) soit de la détermination d'une somme due au gouvernement du Nouveau-Brunswick, au gouvernement du Canada ou à l'organisme public, ou à un de ses cessionnaires, ou de la perception de cette somme,

(ii) making a payment,

(ii) soit du versement d'une somme;

(r) for the purpose of managing or administering personnel of the Government of New Brunswick or the public body,

r) qu'aux fins de la gestion du personnel du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou de l'organisme public;

(s) by transfer to the Provincial Archives or to the archives of the public body for records management or archival purposes,

s) que par transfert aux Archives provinciales ou aux archives de l'organisme public à des fins de gestion de documents ou de dépôt;

(t) to the Government of Canada in order to facilitate the monitoring, evaluation or auditing of shared cost programs or services,

t) qu'au gouvernement du Canada en vue de faciliter la surveillance, l'évaluation ou l'examen des programmes ou des services à frais partagés;

(u) to the Auditor General for audit purposes,

u) qu'au vérificateur général à des fins de vérification comptable;

(v) to an auditor for the purpose of an audit where the audit is required or authorized by an Act of the Legislature,

v) qu'à un vérificateur à des fins de vérification comptable exigée ou autorisé par une loi de la province;

(w) to an expert for the purposes of paragraph 26(b), or

w) qu'à un spécialiste pour l'application de l'alinéa 26b);

(x) subject to subsection (2), to a person providing information technology services to or for the public body.

x) sous réserve du paragraphe (2), qu'à une personne fournissant des services de technologie de l'information à l'organisme public ou pour lui.

**44(2)** When a public body intends to disclose personal information to a provider of information technology services or to any other provider of services that is not an employee of the public body, the public body shall enter into a written agreement with the provider for the protection of the personal information against such risks as unauthorized access, use, disclosure or destruction.

**44(2)** L'organisme public qui a l'intention de communiquer des renseignements personnels à un fournisseur de services de technologie de l'information ou à tout autre fournisseur de services qui n'est pas son employé conclut avec lui un accord écrit en vue de la protection des renseignements contre des risques tels que l'accès, l'utilisation, la communication ou la destruction non autorisée.

**Assessment required for other uses and disclosures**

**45(1)** This section applies only to uses and disclosures not otherwise authorized under this Division.

**45(2)** A public body may only use or disclose personal information with the approval of the head of the public body if the public body

(a) proposes to use or disclose personal information in order to link information databases or match personal information in one information database with information in another,

(b) receives a request for disclosure of personal information for the purposes of legitimate research in the interest of science, learning or public policy, or

(c) receives a request for disclosure on a volume or bulk basis of personal information in a public registry or another collection of personal information.

**45(3)** If a proposal or request is made under subsection (2) by or to a department or a government body, the head shall refer it to the review committee for its advice.

**45(4)** If a proposal or request is made under subsection (2) by or to a local public body, the head may refer it to the review committee for its advice.

**45(5)** The review committee shall assess a proposal or request referred to it under this section and provide advice to the head of the public body about the matters referred to in subsection (6).

**45(6)** The head of the public body may approve the proposal or request made under subsection (2) only if

(a) any advice from the review committee under subsection (3) has been received and considered,

(b) the head is satisfied that

(i) the purpose of the proposal or request cannot reasonably be accomplished unless the personal in-

**Évaluation des autres utilisations ou communications**

**45(1)** Le présent article ne s'applique qu'aux utilisations et qu'aux communications que la présente section n'autorise pas autrement.

**45(2)** L'organisme public ne peut utiliser ou communiquer des renseignements personnels qu'avec l'approbation de son responsable dans les cas suivants :

a) il projette d'utiliser ou de communiquer des renseignements personnels en vue du couplage de banques de renseignements ou de l'appariement de renseignements personnels se trouvant dans deux banques de renseignements;

b) il reçoit une demande de communication de renseignements personnels à des fins de recherche légitime réalisée dans l'intérêt de la science, de l'enseignement ou de l'ordre public;

c) il reçoit une demande de communication visant un nombre ou un ensemble de renseignements personnels se trouvant dans un registre public ou dans un autre recueil de renseignements personnels.

**45(3)** Si un ministère ou un organisme gouvernemental est l'auteur ou le destinataire du projet ou de la demande, le responsable renvoie la demande au comité d'évaluation pour obtenir son avis.

**45(4)** Si un organisme public local est l'auteur ou le destinataire du projet ou de la demande, le responsable peut renvoyer la demande au comité d'évaluation pour obtenir son avis.

**45(5)** Le comité d'évaluation évalue le projet ou la demande dont il est saisi et fournit au responsable de l'organisme public son avis au sujet des questions que vise le paragraphe (6).

**45(6)** Le responsable d'un organisme public ne peut approuver le projet ou la demande que si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'avis demandé en vertu du paragraphe (3) au comité d'évaluation a été reçu et examiné;

b) le responsable est convaincu :

(i) que les fins visées par le projet ou la demande ne peuvent être normalement réalisées que si les renseignements personnels sont communiqués sous une

formation is provided in a form that identifies individuals,

(ii) it is unreasonable or impractical to obtain consent from the individuals the personal information is about, and

(iii) the use or disclosure is not likely to harm the individuals the personal information is about and the benefits to be derived from the use or disclosure are clearly in the public interest,

(c) the head has approved conditions relating to

(i) the use of the personal information,

(ii) the protection of the personal information, including security and confidentiality,

(iii) the removal or destruction of individual identifiers at the earliest reasonable time, where appropriate,

(iv) any subsequent use or disclosure of the personal information in a form that identifies individuals without the express written authorization of the public body, and

(d) the recipient of the personal information has entered into a written agreement to comply with the approved conditions.

**Disclosure of records more than 100 years old**

**46** Despite any provision of this Act, the head of a public body may disclose personal information in a record that is more than 100 years old.

**PART 4**

**OFFICE OF THE ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY COMMISSIONER**

**Access to Information and Privacy Commissioner**

**47(1)** There shall be an Office of the Access to Information and Privacy Commissioner, as well as an Access to Information and Privacy Commissioner.

forme qui permet d'identifier des personnes physiques,

(ii) qu'il est déraisonnable ou peu pratique d'obtenir le consentement des personnes physiques que concernent les renseignements personnels,

(iii) que l'usage ou la communication ne risque pas de nuire aux personnes physiques que concernent les renseignements personnels et que les avantages qui en découlent servent nettement l'intérêt public;

c) le responsable a approuvé des conditions ayant trait aux questions suivantes :

(i) l'utilisation des renseignements personnels,

(ii) la protection des renseignements personnels, y compris la sécurité et la confidentialité,

(iii) le retrait ou la destruction des éléments permettant d'identifier des personnes physiques le plus tôt possible, s'il s'avère indiqué de le faire,

(iv) l'utilisation ou la communication ultérieure des renseignements personnels sous une forme permettant d'identifier des personnes physiques sans l'autorisation écrite expresse de cet organisme;

d) le destinataire des renseignements personnels a conclu un accord écrit en vertu duquel il s'engage à observer les conditions approuvées.

**Communication de documents datant de plus de cent ans**

**46** Malgré toute autre disposition de la présente loi, le responsable d'un organisme public peut communiquer des renseignements personnels qui se trouvent dans un document datant de plus de cent ans.

**PARTIE 4**

**BUREAU DU COMMISSAIRE À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

**Commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée**

**47(1)** Sont institués à la fois le bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée et le poste de commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée.

**47(2)** The Commissioner shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Legislative Assembly.

**47(3)** The Commissioner shall hold office for a term of not less than 5 years and not more than 10 years and may be reappointed for a further term or terms.

### **Salary and benefits**

**48(1)** The Lieutenant-Governor in Council shall determine the salary to be paid to and the benefits to be received by the Commissioner.

**48(2)** The *Public Service Superannuation Act* applies to the Commissioner.

**48(3)** The Commissioner may participate in and receive benefits under any health, life, disability or other insurance plan available to employees within the public service, in accordance with the terms upon which the right to participate and receive benefits may from time to time be extended to the Commissioner.

### **Eligibility for appointment**

**49** The Commissioner shall not be a member of the Legislative Assembly and shall not hold any other office of trust or profit, other than his or her office as Commissioner, without the prior approval by the Legislative Assembly.

### **Oath of Commissioner**

**50(1)** Before entering upon the exercise of the responsibilities of his or her office, the Commissioner shall take an oath to faithfully and impartially perform the duties of the office and not to divulge any information received under this Act except for the purpose of giving effect to this Act.

**50(2)** The Speaker or the Clerk of the Legislative Assembly shall administer the oath referred to in subsection (1).

### **Resignation of Commissioner**

**51(1)** The Commissioner may resign from office by notice in writing addressed to the Speaker of the Legislative Assembly or, if there is no Speaker or the Speaker is absent from the Province, to the Clerk of the Legislative Assembly.

**47(2)** Le commissaire est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Assemblée législative.

**47(3)** Le mandat du commissaire est de cinq à dix ans et est renouvelable.

### **Traitement et prestations**

**48(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et les prestations que doit recevoir le commissaire.

**48(2)** La *Loi sur la pension de retraite dans les services publics* s'applique au commissaire.

**48(3)** Le commissaire peut participer à un régime d'assurance maladie, d'assurance vie, d'assurance invalidité ou tout autre régime d'assurance ouvert aux employés de la fonction publique et en recevoir les prestations, conformément aux conditions dans lesquelles le droit de participer et de recevoir des prestations peut, quand besoin est, s'étendre au commissaire.

### **Conditions de nomination**

**49** Le commissaire ne peut être député à l'Assemblée législative ni occuper tout autre poste de confiance ou rémunéré ou un emploi rémunéré en plus de ses fonctions de commissaire sans l'approbation préalable de l'Assemblée législative.

### **Serment que doit prêter le commissaire**

**50(1)** Avant son entrée en fonction, le commissaire prête serment par lequel il s'engage à remplir les fonctions de son poste avec loyauté et impartialité et de ne divulguer aucun renseignement qu'il a reçu en vertu de la présente loi, si ce n'est pour lui donner effet.

**50(2)** Le président ou le greffier de l'Assemblée législative reçoit le serment visé au paragraphe (1).

### **Démission du commissaire**

**51(1)** Le commissaire peut démissionner en adressant un avis écrit au président de l'Assemblée législative ou, à défaut de président ou si le président s'est absenté de la province, au greffier de l'Assemblée législative.

**51(2)** Within 5 days after receiving the Commissioner's resignation, the Speaker or the Clerk of the Legislative Assembly, as the case may be, shall forward a copy of the resignation to the Clerk of the Executive Council.

### **Removal or suspension of Commissioner**

**52(1)** The Commissioner shall hold office during good behaviour and may only be removed by the Lieutenant-Governor in Council for incapacity, neglect of duty or misconduct upon an address in which 2/3 of the members of the Legislative Assembly concur.

**52(2)** The Lieutenant-Governor in Council, upon an address in which a majority of the members of the Legislative Assembly voting concur, may suspend the Commissioner, with or without pay, pending an investigation which may lead to removal under subsection (1).

**52(3)** If the Legislature is not in session, a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick may, upon an application by the Lieutenant-Governor in Council, suspend the Commissioner, with or without pay, for incapacity, neglect of duty or misconduct.

**52(4)** If the Lieutenant-Governor in Council makes an application under subsection (3), the practice and procedure of The Court of Queen's Bench of New Brunswick respecting applications applies.

**52(5)** If a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick suspends the Commissioner under subsection (3), the judge shall do the following:

(a) appoint an acting Commissioner to hold office until the suspension has been dealt with by the Legislative Assembly; and

(b) table a report on the suspension with the Legislative Assembly within 10 days after the commencement of the next session of the Legislature.

**52(6)** No suspension under subsection (3) shall continue beyond the end of the next session of the Legislature.

**52(7)** Any disclosure by the Commissioner of information which the Commissioner is required to keep confidential under this Act shall be grounds for removal from office.

**51(2)** Dans les cinq jours qui suivent la réception de l'avis de démission du commissaire, le président ou le greffier, le cas échéant, envoie une copie de l'avis au greffier du Conseil exécutif.

### **Suspension ou destitution du commissaire**

**52(1)** Le commissaire est nommé à titre inamovible et ne peut être révoqué par le lieutenant-gouverneur en conseil qu'en cas d'incapacité, de négligence ou d'inconduite sur adresse approuvée par les deux tiers des députés de l'Assemblée législative.

**52(2)** Sur adresse approuvée par la majorité des députés de l'Assemblée législative prenant part au vote, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre le commissaire, avec ou sans traitement, pendant la tenue d'une enquête pouvant mener à la révocation prévue au paragraphe (1).

**52(3)** Si la Législature ne siège pas, un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, suspendre le commissaire, avec ou sans traitement, en cas d'incapacité, de négligence ou d'inconduite.

**52(4)** Si le lieutenant-gouverneur en conseil présente une demande en application du paragraphe (3), sont applicables la pratique et la procédure de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick relatives aux demandes.

**52(5)** Le juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick qui suspend le commissaire en vertu du paragraphe (3) :

a) nomme un commissaire suppléant, lequel reste en fonction jusqu'à ce que l'Assemblée législative ait statué sur la suspension;

b) remet un rapport à l'Assemblée législative au sujet de la suspension dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante de la Législature.

**52(6)** Aucune suspension prononcée en vertu du paragraphe (3) n'est valable après la clôture de la session suivante de la Législature.

**52(7)** La communication par le commissaire de renseignements dont il est tenu d'assurer la confidentialité en application de la présente loi constitue un motif suffisant pour le démettre de ses fonctions.

**Acting Commissioner**

**53(1)** If the Commissioner has been suspended under subsection 52(2), the Lieutenant-Governor in Council may appoint an acting Commissioner to hold office until the suspension has elapsed.

**53(2)** An acting Commissioner, while in office, has the powers and duties of the Commissioner and shall be paid such salary or other remuneration and expenses as the Lieutenant-Governor in Council may fix.

**Filling vacancies**

**54(1)** If the office of Commissioner is vacant, the Lieutenant-Governor in Council may do one of the following:

- (a) appoint a Commissioner in accordance with section 47;
- (b) if the office of Commissioner becomes vacant when the Legislature is not in session, appoint a Commissioner without a recommendation from the Legislative Assembly;
- (c) appoint an acting Commissioner to hold office until a Commissioner is appointed under section 47 or paragraph (b).

**54(2)** An appointment under paragraph (1)(b) shall be confirmed by the Legislative Assembly within 30 days after the commencement of the next session of the Legislature and, if the appointment is not so confirmed, the appointment shall terminate and the office of Commissioner shall be vacant.

**54(3)** If an appointment under paragraph (1)(b) is confirmed by the Legislative Assembly, the appointment shall be deemed to be an appointment under section 47.

**Staff of the Office of the Access to Information and Privacy Commissioner**

**55(1)** The Commissioner may appoint such assistants and employees as the Commissioner considers necessary for the efficient carrying out of the Commissioner's powers and duties under this Act.

**55(2)** Before performing any duties or exercising powers under this Act, a person appointed under subsection (1) shall take an oath, administered by the Commissioner, that the person will not divulge any information that is

**Commissaire suppléant**

**53(1)** Si le commissaire a été suspendu en vertu du paragraphe 52(2), le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un commissaire suppléant pour remplir le poste jusqu'à la fin de la suspension.

**53(2)** Le commissaire suppléant qui est en fonction a les attributions du commissaire et reçoit le traitement ou autres rémunérations et indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Pourvoir à une vacance**

**54(1)** Si le poste de commissaire est vacant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut :

- a) nommer un commissaire conformément à l'article 47;
- b) si le poste de commissaire devient vacant quand la Législature ne siège pas, nommer un commissaire sans recommandation de l'Assemblée législative;
- c) nommer un commissaire suppléant pour remplir le poste jusqu'à ce qu'un commissaire soit nommé conformément à l'article 47 ou à l'alinéa b).

**54(2)** Une nomination à laquelle il est procédé en vertu de l'alinéa (1)b) est approuvée par l'Assemblée législative dans les trente jours suivant le début de la session suivante de la Législature et si la nomination n'a pas été approuvée, elle prend fin et le poste de commissaire devient vacant.

**54(3)** La nomination à laquelle il est procédé en vertu de l'alinéa (1)b) et qui est approuvée par l'Assemblée législative est réputée être une nomination effectuée en vertu de l'article 47.

**Personnel du bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée**

**55(1)** Le commissaire nomme les adjoints et les employés qu'il juge nécessaires pour assurer l'exercice efficace des attributions que lui confère la présente loi.

**55(2)** Avant d'exercer toute attribution que lui confère la présente loi, une personne nommée en application du paragraphe (1) prête serment devant le commissaire de ne divulguer aucun renseignement qu'elle a reçu en vertu de

received under this Act, except for the purpose of giving effect to and in compliance with this Act.

**55(3)** The *Public Service Superannuation Act* applies to all persons employed in the Office of the Access to Information and Privacy Commissioner.

**55(4)** All persons employed in the Office of the Access to Information and Privacy Commissioner may participate in and receive benefits under any health, life, disability or other insurance plan available to employees within the public service, in accordance with the terms upon which the right to participate and receive benefits may from time to time be extended to the persons employed in the Office of the Access to Information and Privacy Commissioner.

### Delegation of powers

**56(1)** The Commissioner may delegate, in writing, to any person any power of the Commissioner under this Act, except the power of delegation and the power to make a report under this Act.

**56(2)** Despite subsection (1), if the Commissioner is in a conflict of interest with respect to a matter referred to the Commissioner, the Commissioner may delegate in writing to any person any power with respect to that matter, including the power to make a report.

**56(3)** A person purporting to exercise a power of the Commissioner by virtue of a delegation under subsection (1) or (2) shall produce evidence of his or her authority to exercise that power when required to do so.

**56(4)** The Lieutenant-Governor in Council may prescribe by regulation circumstances that give rise to a conflict of interest for the purposes of subsection (2).

### Powers and duties

**57(1)** In addition to the powers conferred or duties imposed under Part 5, the Commissioner may

- (a) make recommendations with regard to this Act and the regulations,
- (b) inform the public about this Act,
- (c) receive comments from the public about the administration of this Act,

la présente loi, sauf pour donner effet à celle-ci et en conformité avec elle.

**55(3)** La *Loi sur la pension de retraite dans les services publics* s'applique à tous les membres du personnel du bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée.

**55(4)** Les membres du personnel du bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée peuvent participer à un régime d'assurance maladie, d'assurance vie, d'assurance invalidité ou à tout autre régime d'assurance ouvert aux employés de la fonction publique et en recevoir les prestations, conformément aux conditions dans lesquelles le droit de participer et de recevoir des prestations peut, quand besoin est, s'étendre aux membres du personnel du bureau du commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée.

### Délégation de pouvoirs

**56(1)** Le commissaire peut déléguer par écrit à quiconque tout pouvoir que lui confère la présente loi, sauf celui de déléguer et de préparer un rapport en vertu de la présente loi.

**56(2)** Malgré le paragraphe (1), le commissaire se trouvant placé en situation de conflit d'intérêts relativement à une affaire qui lui a été soumise peut déléguer par écrit à quiconque tout pouvoir relativement à cette affaire, y compris celui de déléguer et celui de présenter un rapport.

**56(3)** Une personne censée exercer le pouvoir du commissaire au titre d'une délégation prévue au paragraphe (1) ou (2) produit sur demande une preuve de son autorité.

**56(4)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire par règlement les circonstances qui donnent lieu à un conflit d'intérêts pour l'application du paragraphe (2).

### Attributions

**57(1)** En plus des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la partie 5, le commissaire peut :

- a) formuler des recommandations au sujet de la présente loi et son règlement d'application;
- b) renseigner le public au sujet de la présente loi;
- c) recevoir les commentaires du public à propos de l'application de la présente loi;

(d) comment on the implications for access to information or for protection of privacy of proposed legislative schemes or programs of public bodies,

(e) comment on the implications for protection of privacy of

(i) using or disclosing personal information for record linkage, or

(ii) using information technology in the collection, storage, use or transfer of personal information,

(f) bring to the attention of the head of a public body any failure to fulfil the duty to assist an applicant,

(g) conduct audits, on the Commissioner's own initiative or on request and in accordance with the regulations, if any, in order to evaluate the level of conformity with Part 3, or

(h) make recommendations, on the Commissioner's own initiative or on request, to the head of a public body or the responsible Minister of the Crown about the administration of this Act.

**57(2)** The Commissioner shall review any matter referred to the Commissioner by the Executive Council.

### **Powers under the *Inquiries Act***

**58** Where the Commissioner conducts an investigation under this Act, the Commissioner has all the powers, privileges and immunities conferred on a commissioner under the *Inquiries Act*.

### **Right of entry**

**59** Despite any other Act of the Legislature or any privilege of the law of evidence, in exercising powers or performing duties under this Act, the Commissioner has the right

(a) to enter any office of a public body and, subject to section 67, examine and make copies of any record in the custody of the public body, and

(b) to converse in private with any officer or employee of a public body.

d) commenter les répercussions qu'ont sur l'accès à l'information ou sur la protection de la vie privée les projets législatifs ou les programmes prévus des organismes publics;

e) commenter les répercussions qu'a sur la protection de la vie privée :

(i) soit l'utilisation ou la communication de renseignements personnels en vue du couplage de documents,

(ii) soit le recours à la technologie de l'information dans la collecte, le stockage, l'utilisation ou la transmission des renseignements personnels;

f) porter à la connaissance du responsable d'un organisme public tout manquement à l'obligation de prêter assistance à l'auteur d'une demande;

g) procéder à des vérifications, de son propre chef ou sur demande et conformément aux règlements, le cas échéant, au sujet du degré de conformité avec la partie 3;

h) formuler, de son propre chef ou sur demande, des recommandations au responsable d'un organisme public ou au ministre au sujet de l'application de la présente loi.

**57(2)** Le commissaire est tenu d'examiner une affaire que lui a déférée le Conseil exécutif.

### **Pouvoirs et immunité conférés par la *Loi sur les enquêtes***

**58** Lorsqu'il procède à une enquête sous le régime de la présente loi, le commissaire jouit des pouvoirs, des privilèges et de l'immunité que confère à un commissaire la *Loi sur les enquêtes*.

### **Droit d'entrée**

**59** Malgré toute autre loi de la province ou toute immunité reconnue par le droit de la preuve, dans l'exercice des attributions que lui confère la présente loi, le commissaire a le droit :

a) de pénétrer dans les bureaux d'un organisme public, puis, sous réserve de l'article 67, d'examiner et de reproduire les documents dont celui-ci a la garde;

b) de s'entretenir en privé avec les cadres ou les employés d'un organisme public.

**Commissioner's report**

**60** The Commissioner shall report annually to the Legislative Assembly on the exercise of his or her functions under this Act.

**Protection from legal action**

**61(1)** No proceedings lie against the Commissioner or any person holding any office or appointment under the Commissioner for anything he or she may do, report or say in the course of the performance of a duty or the intended performance of a duty under this Act or the exercise of a power or intended exercise of a power under this Act, unless it is shown that he or she acted in bad faith.

**61(2)** The Commissioner or any person holding any office or appointment under the Commissioner shall not be called to give evidence in any court or in any proceedings of a judicial nature in respect of anything coming to his or her knowledge in the performance of a duty or the exercise of a power under this Act whether or not that duty or power was within his or her jurisdiction.

**PART 5  
REVIEW**

**Referral to Court of Queen's Bench**

**62(1)** The following persons may refer, according to the regulations, a matter to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for review:

(a) an applicant who requested access to a record under Part 2, in relation to a decision, an act or an omission of a head of a public body in respect of the request, or

(b) a third party who is given notice under section 34 of a decision of a head of a public body to give access to a record and the third party is not satisfied with the decision.

**62(2)** If a person refers the matter to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection (1), the person may not file a complaint with the Commissioner under section 64 and the Commissioner may not act in the matter.

**62(3)** A matter referred to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection (1) shall be filed

**Rapport du commissaire**

**60** Le commissaire présente à l'Assemblée législative un rapport annuel sur l'exercice des fonctions que lui attribue la présente loi.

**Exceptions relatives aux poursuites civiles**

**61(1)** Le commissaire ou quiconque occupe un poste ou remplit des fonctions relevant du commissaire ne peut faire l'objet de poursuite en raison d'actes qu'il peut accomplir, de rapports qu'il peut présenter ou de choses qu'il peut dire en exerçant ou en entendant exercer l'une des attributions prévues par la présente loi, à moins qu'il ne soit démontré qu'il a agi de mauvaise foi.

**61(2)** Le commissaire ou quiconque occupe un poste ou remplit des fonctions relevant du commissaire ne peut être appelé à déposer devant une cour ou dans toute instance de nature judiciaire au sujet de ce qu'il a pu apprendre dans l'exercice de l'une de ses attributions prévues par la présente loi même si l'attribution a été exercée hors des limites de sa compétence.

**PARTIE 5  
RECOURS**

**Recours devant un juge de la Cour du Banc de la Reine**

**62(1)** Les personnes qui suivent peuvent déférer, conformément aux règlements, une affaire à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick :

a) l'auteur de la demande qui a demandé que lui soit communiqué un document en vertu de la partie 2 se rapportant à une décision, à un acte ou à une omission du responsable d'un organisme public ayant trait à la demande;

b) un tiers qui reçoit l'avis prévu à l'article 34 au sujet de la décision d'un responsable d'un organisme public de donner communication d'un document et qui n'en est pas satisfait.

**62(2)** La personne qui défère l'affaire à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu du paragraphe (1) ne peut, par la suite, déposer une plainte auprès du commissaire en vertu de l'article 64 et ce dernier, dans ce cas, ne peut agir dans cette affaire.

**62(3)** Une affaire est déférée à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu du paragraphe (1) :

(a) in the case of an applicant, within 30 days after the date the decision of the head of the public body was made, and

(b) in the case of a third party, within 21 days after the date the notice referred to in section 34 is given.

### Decision of The Court of Queen's Bench

**63(1)** If a matter is referred to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection 62(1), the judge shall hold a hearing and,

(a) where the matter is referred by an applicant,

(i) if the head of a public body denied a request for information in whole or in part, may order the head of the public body to grant the request in whole or in part, and

(ii) if the head of public body failed to reply to a request for information, may order the head of the public body to reply to the request or deny the request,

(b) where the matter is referred by a third party who is given notice under section 34, may order the head of the public body to disclose in whole or in part the record or to refuse the request, or

(c) may make any other order that is, in the opinion of the judge, necessary.

**63(2)** A copy of the decision of the judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick shall be sent to the person who referred the matter for review and to the head of the public body.

**63(3)** No appeal lies from the decision of the judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection (1).

### Complaint filed with the Commissioner

**64(1)** The following persons may file, according to the regulations, a complaint with the Commissioner:

(a) an applicant,

(i) if the applicant requested access to a record under Part 2 and is not satisfied with a decision, an act or an omission of a head of a public body in relation to the request,

a) s'agissant de l'auteur de la demande, dans les trente jours de la date de la prise de décision de l'organisme public;

b) s'agissant d'un tiers, dans les vingt et un jours de la transmission de l'avis prévu à l'article 34.

### Décision de la Cour du Banc de la Reine

**63(1)** Lorsqu'une affaire lui est déférée en vertu du paragraphe 62(1), le juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick tient une audience et peut :

a) l'affaire étant déférée par l'auteur de la demande,

(i) si le responsable d'un organisme public a rejeté totalement ou partiellement la demande de renseignements, lui ordonner de l'accepter totalement ou partiellement,

(ii) si le responsable d'un organisme public a omis de répondre à une demande, lui ordonner d'accepter ou de rejeter la demande;

b) l'affaire étant déférée par un tiers à qui a été remis l'avis prévu à l'article 34, ordonner au responsable de l'organisme public de communiquer le document totalement ou partiellement ou de rejeter la demande;

c) rendre toute autre ordonnance jugée nécessaire.

**63(2)** Copie de la décision du juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick est adressée à la personne qui lui a déféré l'affaire et au responsable de l'organisme public concerné.

**63(3)** La décision rendue par un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu du paragraphe (1) est sans appel.

### Plainte déposée auprès du commissaire

**64(1)** Peuvent déposer conformément aux règlements une plainte auprès du commissaire les personnes suivantes :

a) l'auteur de la demande,

(i) s'il a demandé la communication d'un document en vertu de la partie 2 et qu'il est insatisfait d'une décision, d'un acte ou d'une omission du res-

(ii) if the applicant is not satisfied with a decision of a head of a public body under subsection 10(3), or

(iii) if the applicant is not satisfied with the decision of the head of a public body under subsection 11(1), or

(b) a third party, if the third party is given notice under section 34 of a decision of a head of a public body to give access to a record and the third party is not satisfied with the decision.

**64(2)** Subject to section 72, if a person has filed a complaint with the Commissioner under subsection (1), the person may not refer the matter under subsection 62(1) to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick for review.

**64(3)** A complaint to the Commissioner under subsection (1) shall be in writing and filed

(a) in the case of an applicant, within 60 days after the date the applicant was notified of the decision of the head of the public body or the date of the act or the omission of the head of a public body, as the case may be, or

(b) in the case of a third party, within 21 days after the date the notice referred to in section 34 is given.

**64(4)** The Commissioner may extend the period of time referred to in subsection (3).

**64(5)** If the head of a public body fails to respond in time to a request for access to a record, the failure is to be treated as a decision to refuse access, in which case the complaint shall be filed with the Commissioner within 120 days following the request for information.

**64(6)** As soon as practicable after receiving a complaint, the Commissioner shall

(a) in the case of a complaint by an applicant, notify the head of the public body and provide the head with a copy of the complaint, or

ponsable d'un organisme public ayant trait à la demande,

(ii) s'il n'est pas satisfait de la décision du responsable d'un organisme public prise en vertu du paragraphe 10(3),

(iii) s'il n'est pas satisfait de la décision du responsable d'un organisme public prise en vertu du paragraphe 11(1);

b) le tiers, s'il reçoit l'avis prévu à l'article 34 au sujet de la décision d'un responsable d'un organisme public de donner communication d'un document et qu'il n'en est pas satisfait.

**64(2)** Sous réserve de l'article 72, la personne qui dépose une plainte auprès du commissaire en vertu du paragraphe (1) ne peut déférer l'affaire en vertu du paragraphe 62(1) à un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick pour qu'il l'examine.

**64(3)** Une plainte déposée auprès du commissaire en vertu du paragraphe (1) est écrite et lui est présentée

a) s'agissant de l'auteur de la demande, dans les soixante jours de la date à laquelle il reçoit notification de la décision ou de la date de l'acte ou de l'omission, le cas échéant;

b) s'agissant d'un tiers, dans les vingt et un jours de la transmission de l'avis prévu à l'article 34.

**64(4)** Le commissaire peut proroger le délai fixé au paragraphe (3).

**64(5)** Si le responsable d'un organisme public omet de répondre à une demande de communication d'un document dans les limites du délai prévu, l'omission est réputée constituer un refus de donner communication, auquel cas la plainte est déposée auprès du commissaire dans les cent vingt jours suivant la demande de communication.

**64(6)** Dès qu'il a reçu une plainte, le commissaire :

a) s'il s'agit d'une plainte provenant de l'auteur de la demande, en avise le responsable de l'organisme public et lui fournit copie de la plainte;

(b) in the case of a third party, notify the head of the public body and provide the head, as well as the applicant, with a copy of the complaint.

### Investigation

**65(1)** Subject to subsection 62(2), on receiving a complaint the Commissioner shall investigate the complaint or shall take steps to resolve the complaint informally under subsection (2).

**65(2)** The Commissioner may take any steps the Commissioner considers appropriate to resolve a complaint informally to the satisfaction of the parties and in a manner consistent with the purposes of this Act.

**65(3)** If the Commissioner cannot resolve a complaint within 45 days of the commencement of the informal resolution process referred to in subsection (2), the Commissioner shall review the decision of the head of the public body and shall prepare the report referred to in section 70.

### Refusal to investigate complaint

**66(1)** The Commissioner may, in his or her discretion, refuse to or cease to investigate a matter in any of the following circumstances:

- (a) the complaint is trivial, frivolous, vexatious or not made in good faith;
- (b) having regard to all the circumstances of the case, further investigation is unnecessary;
- (c) the time period within which the complaint could be made is expired; or
- (d) the person who made the complaint does not have a sufficient personal interest in the matter.

**66(2)** The Commissioner shall inform the person who made the complaint and the head of the public body, in writing, of his or her decision not to investigate the decision of the head of the public body or to cease an investigation in relation to a matter and the reasons for the Commissioner's decision.

### Production of records

**67(1)** With the exception of Executive Council confidences and any document that contains information that is subject to solicitor-client privilege, the Commissioner

b) s'il s'agit d'une plainte provenant d'un tiers, en avise le responsable de l'organisme public et fournit à lui ainsi qu'à l'auteur de la demande concerné copie de la plainte.

### Enquête

**65(1)** Sous réserve du paragraphe 62(2), le commissaire enquête immédiatement sur toute plainte dont il est saisi ou il tente d'arriver à un règlement informel de la plainte en vertu du paragraphe (2).

**65(2)** Le commissaire peut prendre les mesures qu'il estime indiquées pour en arriver à un règlement informel de la plainte d'une manière satisfaisante pour les parties et conformément à l'objet de la présente loi.

**65(3)** S'il ne peut arriver à un règlement dans les quarante-cinq jours du début du processus de règlement informel visé au paragraphe (2), le commissaire procède à une enquête et établit le rapport visé à l'article 70.

### Refus d'enquêter sur une plainte

**66(1)** Le commissaire peut, à son appréciation, refuser d'enquêter sur une plainte ou cesser son enquête dans l'un des cas suivants :

- a) la plainte est futile, frivole, vexatoire ou est fondée sur la mauvaise foi;
- b) compte tenu de toutes les circonstances de l'es-pèce, il n'est pas nécessaire d'approfondir l'enquête;
- c) le délai dans lequel la plainte devrait être déposée est expiré;
- d) la personne qui a déposé la plainte n'a pas un intérêt personnel suffisant dans l'affaire.

**66(2)** Le commissaire informe par écrit la personne qui a déposé la plainte et le responsable de l'organisme public de sa décision de ne pas enquêter sur une plainte ou de cesser son enquête et il motive sa décision.

### Production de documents

**67(1)** À l'exception des documents confidentiels du Conseil exécutif et des documents contenant des renseignements protégés par le privilège des communications

may require any record in the custody or under the control of a public body that the Commissioner considers relevant to an investigation to be produced to the Commissioner and may examine any information in a record, including personal information.

**67(2)** The Commissioner may review the records referred to in subsection (1) in private without the presence of any person.

**67(3)** A public body shall produce to the Commissioner within 14 days any record or a copy of a record required under this section, despite any other Act of the Legislature or any privilege of the law of evidence.

**67(4)** If a public body is required to produce a record under this section and it is not practicable to make a copy of it, the head of the public body may require the Commissioner to examine the original at its site.

#### **Representations to the Commissioner**

**68(1)** During an investigation, the Commissioner shall give the following persons an opportunity to make representations to the Commissioner:

- (a) if the person who made the complaint is the applicant, to the applicant and to the head of the public body concerned;
- (b) if the person who made the complaint is a third party who is given notice of a decision under section 34, to the third party, the applicant and the head of the public body concerned; and
- (c) to any other person the Commissioner considers appropriate.

**68(2)** Despite the opportunity to make representations, the persons referred to in subsection (1) shall not be entitled to be present during an investigation or to have access to or to comment on representations made to the Commissioner by another person.

**68(3)** The Commissioner may decide whether representations are to be made orally or in writing.

**68(4)** Representations may be made to the Commissioner through counsel or an agent.

entre client et avocat, le commissaire peut exiger la production des documents qui relèvent d'un organisme public et qu'il estime utiles à une enquête, y compris les renseignements personnels, et examiner les renseignements qu'ils contiennent.

**67(2)** Le commissaire peut examiner à huis clos les renseignements visés au paragraphe (1) hors la présence de quiconque.

**67(3)** Malgré toute autre loi de la province ou toute immunité reconnue par le droit de la preuve, l'organisme public produit au commissaire, dans les quatorze jours, les documents ou une copie des documents exigés en vertu du présent article.

**67(4)** Si l'organisme public ne peut, pratiquement, faire une copie des documents qu'il est tenu de produire, son responsable peut exiger que le commissaire examine les originaux sur place.

#### **Droit de présenter des observations**

**68(1)** Au cours de l'enquête, le commissaire donne aux personnes qui suivent la possibilité de présenter leurs observations :

- a) si la personne qui a déposé la plainte est l'auteur de la demande, à celui-ci et au responsable de l'organisme public concerné;
- b) si la personne qui a déposé la plainte est le tiers notifié en vertu de l'article 34, à celui-ci, à l'auteur de la demande et au responsable de l'organisme public concerné;
- c) à toute autre personne qu'il estime concernée.

**68(2)** Malgré la possibilité de présenter leurs observations, les personnes visées au paragraphe (1) n'ont pas le droit d'être présentes au cours de l'enquête et ne peuvent recevoir communication des observations présentées au commissaire ou de faire des commentaires à leur sujet.

**68(3)** Le commissaire peut décider si les observations se feront oralement ou par écrit.

**68(4)** Les observations peuvent être présentées au commissaire par l'intermédiaire d'un avocat ou d'un représentant.

**Time limit for investigation**

**69** An investigation shall be completed and a report made under section 70 within 90 days after a complaint is filed, unless the Commissioner

(a) notifies the person who filed the complaint, the head of the public body and any other person who has made representations to the Commissioner that the Commissioner is extending that period, and

(b) gives an anticipated date for providing the report.

**Report**

**70(1)** On completing an investigation of a complaint, the Commissioner shall prepare a report containing the Commissioner's findings about the complaint and

(a) where the complaint is filed by an applicant,

(i) recommend to the head of a public body concerned to grant in whole or in part the request for information, or

(ii) if the head of public body failed to reply to the request for information, recommend to the head of the public body to reply to the request or deny the request, or

(b) where the complaint is filed by a third party, recommend to the head of a public body concerned to disclose in whole or in part the document or to deny access to the document.

**70(2)** The Commissioner shall give a copy of the report to the person who filed the complaint and to the head of the public body concerned and, if the person who filed the complaint is the applicant, to the third party who was given a notice under section 34.

**Complying with the recommendation**

**71(1)** The head of the public body, upon reviewing the recommendation of the Commissioner, shall make his or her decision and shall notify, in writing, the applicant or the third party, as the case may be, of the decision and shall forward to the Commissioner a copy of the decision.

**71(2)** If the head of the public body accepts the recommendations in the Commissioner's report, the head of the public body shall, within 15 days after receiving the report,

**Délai d'enquête**

**69** Le commissaire termine son enquête et présente le rapport prévu à l'article 70 dans les quatre-vingt-dix jours suivant le dépôt de la plainte, à moins :

a) d'une part, qu'il n'avise de la prorogation du délai la personne qui a déposé la plainte, le responsable de l'organisme public et toute autre personne qui lui a présenté des observations;

b) d'autre part, qu'il n'indique la date pressentie de la remise du rapport.

**Rapport**

**70(1)** Dès la fin de son enquête, le commissaire établit un rapport contenant ses conclusions et :

a) s'agissant d'une plainte déposée par l'auteur de la demande,

(i) recommande au responsable de l'organisme public concerné d'accepter totalement ou partiellement la demande de renseignements,

(ii) si le responsable de l'organisme public concerné a omis de répondre à une demande, recommande au responsable de l'organisme public concerné de l'accepter ou de la rejeter;

b) s'agissant d'une plainte déposée par un tiers, recommande au responsable de l'organisme public concerné de communiquer totalement ou partiellement le document en question, ou de refuser sa communication.

**70(2)** Le commissaire remet un exemplaire de son rapport à la personne qui a déposé la plainte, au responsable de l'organisme public concerné et, si la personne qui a déposé la plainte est l'auteur de la demande, au tiers qui a été notifié en vertu de l'article 34.

**Observation de la recommandation**

**71(1)** Après avoir examiné la recommandation du commissaire, le responsable de l'organisme public prend sa décision et en avise par écrit l'auteur de la demande ou le tiers, le cas échéant, et en envoie copie au commissaire.

**71(2)** S'il accepte les recommandations que contient le rapport du commissaire, le responsable de l'organisme public y donne suite ou prend toute autre décision qu'il

comply with the recommendations of the Commissioner or make such other decision that the head of the public body considers appropriate.

**71(3)** If the head of a public body fails to notify the applicant or the third party under subsection (1) within 15 days after making his or her decision, the failure shall be treated as a decision not to accept the recommendation of the Commissioner.

### **Right to appeal**

**72(1)** If the head of the public body decides not to accept the recommendations of the Commissioner, the person who made the complaint may appeal the matter, in accordance with the regulations, to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

**72(2)** The head of the public body shall notify the person who made the complaint of the head of the public body's decision not to accept the recommendations of the Commissioner, the person's right to appeal the decision and the time limit for the appeal.

**72(3)** Section 63 applies with the necessary modifications in relation to an appeal under subsection (1).

### **Costs**

**73(1)** Where a matter is referred to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under subsection 62(1) or appealed to a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick under section 72, the judge shall award costs in favour of the person who referred or appealed the matter

- (a) where the person is successful, and
- (b) where the person is not successful, if the judge considers it to be in the public interest.

**73(2)** Despite subsection (1), a judge of The Court of Queen's Bench of New Brunswick may award costs in favour of the public body if the judge considers that the matter for review or appeal is frivolous or vexatious or amounts to an abuse of the right to access.

juge convenable dans les quinze jours de la réception de la copie du rapport du commissaire.

**71(3)** Tout défaut de donner avis dans les quinze jours de la prise de décision du responsable de l'organisme public est réputé constituer un refus de donner suite à la recommandation du commissaire.

### **Droit d'interjeter appel**

**72(1)** Si le responsable de l'organisme public ne donne pas suite à la recommandation du commissaire, la personne qui a déposé la plainte peut en interjeter appel, conformément aux règlements, devant un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

**72(2)** Le responsable de l'organisme public informe par écrit la personne qui a déposé la plainte de sa décision de ne pas donner suite à la recommandation de commissaire, du droit de la personne d'interjeter appel et du délai d'appel.

**72(3)** L'article 63 s'applique, avec les modifications qui s'imposent, à un appel interjeté en vertu du paragraphe (1).

### **Dépens**

**73(1)** À la suite du recours prévu au paragraphe 62(1) ou d'un appel interjeté devant un juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick en vertu de l'article 72, le juge accorde les dépens à la personne qui lui a déféré l'affaire ou qui a interjeté appel :

- a) si elle a gain de cause;
- b) s'il estime que l'intérêt du public commande de les lui accorder dans le cas où elle n'a pas gain de cause.

**73(2)** Malgré le paragraphe (1), le juge de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick peut accorder les dépens à l'organisme public s'il estime que l'affaire est frivole ou vexatoire ou qu'elle constitue un abus du droit d'accès.

**PART 6****GENERAL PROVISIONS****Privacy Assessment Review Committee**

**74** The Minister shall establish, in accordance with the regulations, a Privacy Assessment Review Committee for the purposes of section 45.

**Giving notice under this Act**

**75** When this Act requires a notice or document to be given to a person, it is to be given

- (a) by sending it to that person by prepaid mail to the person's last known address,
- (b) by personal service,
- (c) by substitutional service if so authorized by the Commissioner,
- (d) by electronic transmission or telephone transmission of a facsimile of the notice or document, or
- (e) by any other means prescribed by the regulations.

**Exercising rights of another person**

**76** Any right or power conferred on an individual by this Act may be exercised

- (a) by any person, other than the Commissioner, with written authorization from the individual to act on the individual's behalf,
- (b) by a committee or person appointed for the individual under the *Infirm Persons Act*, if the exercise of the right or power relates to the powers and duties of the committee or the person,
- (c) by an attorney acting under a power of attorney granted by the individual, if the exercise of the right or power relates to the powers and duties conferred by the power of attorney,
- (d) by the parent or guardian of a minor when, in the opinion of the head of the public body concerned, the exercise of the right or power by the parent or guardian would not constitute an unreasonable invasion of the minor's privacy, or
- (e) if the individual is deceased, by the individual's personal representative if the exercise of the right or

**PARTIE 6****Dispositions générales****Comité d'évaluation**

**74** Pour l'application de l'article 45, le ministre constitue un comité d'évaluation en conformité avec les règlements.

**Remise d'avis**

**75** La remise d'un avis ou d'un document destiné à une personne effectuée sous le régime de la présente loi se fait :

- a) par envoi par courrier affranchi à la dernière adresse connue de cette personne;
- b) par signification en mains propres;
- c) par signification indirecte, si le commissaire le permet;
- d) par transmission électronique ou télécopie;
- e) par tout autre moyen réglementaire.

**Exercice de droits par autrui**

**76** Les droits et les pouvoirs conférés à une personne physique par la présente loi peuvent être exercés :

- a) par toute personne, autre que le commissaire, que la personne physique autorise par écrit à agir en son nom;
- b) par le curateur ou la personne autorisée à représenter la personne physique en vertu de la *Loi sur les personnes déficientes*, le cas échéant, si l'exercice des droits ou des pouvoirs a trait à ses attributions;
- c) par le procureur agissant dans le cadre d'une procuration accordée par la personne physique, si l'exercice des droits ou des pouvoirs a trait aux attributions conférées par la procuration;
- d) par le père, la mère ou le tuteur de la personne physique dans le cas où celle-ci est mineure, si, de l'avis du responsable de l'organisme public concerné, l'exercice des droits ou des pouvoirs par le père, la mère ou le tuteur ne constitue pas une atteinte injustifiée à la vie privée de la personne mineure;
- e) dans le cas où la personne physique est décédée, par son représentant personnel si l'exercice des droits

power relates to the administration of the individual's estate.

ou des pouvoirs a trait à l'administration de sa succession.

### **Fees**

**77(1)** The head of a public body may require an applicant to pay to the public body fees for making an application and for search, preparation, copying and delivery services as provided for in the regulations.

### **Droits à payer**

**77(1)** Le responsable d'un organisme public peut exiger qu'une personne verse à l'organisme les droits réglementaires pour la présentation de sa demande et pour les services de recherche, de préparation, de copie et de livraison.

**77(2)** If an applicant is required to pay fees under subsection (1), other than a fee for making an application, the head of a public body shall give the applicant an estimate of the total fees payable before providing the service.

**77(2)** L'organisme public remet à l'auteur de la demande qui est tenu, en vertu du paragraphe (1), de payer des droits autres que ceux liés à la présentation de sa demande une estimation des droits totaux avant de fournir les services visés.

**77(3)** The public body shall not be bound to give an estimate to the applicant under subsection (2) if the fees, other than a fee for making an application, are not greater than the amount prescribed by regulation.

**77(3)** L'organisme public n'est pas tenu de fournir une estimation à l'auteur de la demande en vertu du paragraphe (2) si les droits qui ne sont pas liés à la présentation de la demande n'excèdent pas le montant réglementaire.

**77(4)** The applicant has up to 30 days from the day the estimate is given to indicate if it is accepted or to modify the request in order to change the amount of the fees, after which the application is considered abandoned.

**77(4)** L'auteur de la demande dispose d'un délai de trente jours à partir de la date de l'estimation pour indiquer s'il accepte celle-ci ou pour modifier sa demande en vue de faire changer le montant des droits, après quoi il est réputé avoir renoncé à sa demande.

**77(5)** When an estimate is given to an applicant under this section, the time within which the head is required to respond under subsection 10(1) is suspended until the applicant notifies the head that the applicant wishes to proceed with the application.

**77(5)** Si une estimation est donnée à l'auteur de la demande, le délai dans les limites auquel le responsable est tenu de répondre en application du paragraphe 10(1) est suspendu jusqu'à ce que l'auteur de la demande l'avise qu'il désire poursuivre sa demande.

**77(6)** The head of a public body may waive the payment of all or part of a fee in accordance with the regulations, if any.

**77(6)** Le responsable d'un organisme public peut renoncer au paiement de tout ou partie des droits en conformité avec les règlements, s'il y a lieu.

**77(7)** The search, preparation, copying and delivery fees referred to in subsection (1) must not exceed the actual costs of the services.

**77(7)** Les frais de recherche, de préparation, de copie et de livraison visés au paragraphe (1) ne peuvent excéder le coût réel des services.

### **Immunity**

**78** No action lies and no proceeding may be brought against the Government of New Brunswick, a public body, the head of a public body, an elected official of a local public body or any person acting for or under the direction of the head of a public body for damages resulting from

### **Immunité**

**78** Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, les organismes publics, les responsables d'organismes publics, les représentants élus d'organismes publics locaux et les personnes agissant pour les responsables d'organismes publics ou sous leur autorité bénéficient de l'immunité pour les dommages résultant :

(a) the disclosure of or failure to disclose, in good faith, all or part of a record or information under this

a) de la communication ou du refus de communication totale ou partielle de documents ou de renseigne-

Act or any consequences of that disclosure or failure to disclose, or

(b) the failure to give a notice required by this Act if reasonable care is taken to give the required notice.

### Offences

**79(1)** No person shall

(a) collect, use or disclose personal information in wilful contravention of this Act,

(b) attempt to gain or gain access to personal information in wilful contravention of this Act,

(c) knowingly make a false statement to the Commissioner or another person in the performance of the duties or the exercise of the powers of the Commissioner or the other person under this Act or knowingly mislead or attempt to mislead the Commissioner or the other person,

(d) obstruct the Commissioner or another person in performing duties or exercising powers under this Act,

(e) destroy a record or erase information in a record that is subject to this Act, or direct another person to do so, with the intent to evade a request for access to the record,

(f) alter, falsify, conceal or destroy any record or part of any record, or direct another person to do so, with an intent to evade a request for access to the record, or

(g) wilfully fail to comply with an investigation of the Commissioner.

**79(2)** Any person who violates or fails to comply with paragraph (1)(a), (b), (c), (d), (e), (f) or (g) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

**79(3)** No prosecution for an offence under this Act shall be commenced after 2 years from the date of the discovery of the alleged offence.

ments, de bonne foi, dans le cadre de la présente loi ainsi que des conséquences qui en découlent;

b) de l'omission de donner les avis exigés par la présente loi dans les cas où ils ont fait preuve de la diligence nécessaire pour les donner.

### Infractions

**79(1)** Il est interdit à quiconque :

a) de recueillir, d'utiliser ou de communiquer des renseignements personnels en violation délibérée de la présente loi;

b) de tenter d'obtenir des renseignements personnels, ou de tenter d'avoir accès à des renseignements personnels en violation délibérée de la présente loi;

c) de faire délibérément une fausse déclaration au commissaire ou à toute autre personne dans l'exercice de ses attributions prévues par la présente loi ou de tromper ou de tenter de tromper le commissaire ou l'autre personne;

d) d'entraver l'action du commissaire ou de toute autre personne dans l'exercice de ses attributions prévues par la présente loi;

e) de détruire des documents que vise la présente loi, d'effacer des renseignements qui s'y trouvent ou d'ordonner une autre personne de le faire dans l'intention de se soustraire à une demande de communication;

f) de modifier, de falsifier, de détruire ou de cacher tout ou partie d'un document ou d'ordonner une autre personne de le faire, dans l'intention de se soustraire à une demande de communication de renseignements ou de documents;

g) d'omettre délibérément de se conformer à l'enquête du commissaire.

**79(2)** Commet une infraction punissable en vertu de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F quiconque contrevient à l'alinéa (1)a), b), c), d), e), f) ou g).

**79(3)** Les poursuites visant une infraction à la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de la date de la découverte de la prétendue infraction.

**Defence**

**80** No person is guilty of an offence under any other Act of the Legislature by reason of complying with a request or requirement to produce a record or provide information or evidence to the Commissioner, or a person acting for or under the direction of the Commissioner, under this Act.

**Burden of proof**

**81(1)** In any proceeding under this Act, the burden is on the head of the public body to prove that the applicant has no right of access to the record or part of the record.

**81(2)** Despite subsection (1), if the proceeding under this Act concerns a decision to disclose or to refuse to disclose, in whole or in part, a record containing personal information about a third party, the burden is on the applicant to prove that disclosure of the information would not be an unreasonable invasion of the third party's privacy.

**81(3)** Despite subsection (1), if the proceeding under this Act concerns a decision to disclose or to refuse to disclose, in whole or in part, a record containing information that is not personal information about a third party, the burden is on the third party to prove that the applicant has no right of access to the record or part of the record.

**Regulations**

**82** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) designating public registries for the purpose of the definition "public registry" in section 1;
- (b) prescribing information to be included in a request for access to a record under Part 2;
- (c) establishing the method of examining or providing access to a record for the purposes of paragraph 14(1)(b);
- (d) respecting procedures to be followed in making, transferring, and responding to requests under Part 2;
- (e) for the purpose of paragraph 39(2)(b), governing policies of public bodies concerning retention periods

**Défense**

**80** Nul ne commet une infraction à une autre loi de la province du fait qu'il produit des documents ou fournit des renseignements ou des preuves au commissaire ou à une personne agissant pour lui ou sous son autorité, sous le régime de la présente loi de la province, afin de se plier à une demande ou de remplir une obligation.

**Fardeau de la preuve**

**81(1)** Dans toute procédure entamée en vertu de la présente loi, il incombe au responsable de l'organisme public d'établir que l'auteur de la demande n'a aucun droit d'accès à tout ou partie du document.

**81(2)** Malgré le paragraphe (1), si la procédure que prévoit la présente loi porte sur une décision de donner ou de refuser de donner communication totale ou partielle d'un document contenant des renseignements personnels au sujet d'un tiers, il incombe à l'auteur de la demande d'établir que la communication des renseignements ne constituerait pas une atteinte injustifiée à la vie privée du tiers.

**81(3)** Malgré le paragraphe (1), si la procédure que prévoit la présente loi porte sur une décision de donner communication totale ou partielle d'un document contenant des renseignements qui ne sont pas des renseignements personnels au sujet d'un tiers, il incombe au tiers d'établir que l'auteur de la demande n'a aucun droit d'accès à tout ou partie du document.

**Règlements**

**82** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

- a) désignant des registres publics pour l'application de la définition de « registre public » à l'article 1;
- b) indiquant les renseignements à inclure dans une demande de communication de document visée par la partie 2;
- c) établissant la façon d'examiner un document ou d'en donner communication pour l'application de l'alinéa 14(1)b);
- d) établissant les formalités à suivre pour la présentation des demandes visées par la partie 2, leur transmission et les réponses à y apporter;
- e) pour l'application de l'alinéa 39(2)b), régissant les directives des organismes publics concernant les périodes

for personal information and respecting the destruction of personal information;

(f) respecting the giving of consent by individuals under this Act;

(g) respecting written agreements for the purposes of sections 44 and 45;

(h) respecting standards for and requiring administrative, technical and physical safeguards to ensure the security and confidentiality of records and personal information in the custody or under the control of public bodies;

(i) prescribing the circumstances that give rise to a conflict of interest under section 56;

(j) respecting audits for the purposes of paragraph 57(1)(g);

(k) respecting the appointment of members of the review committee under section 74 and governing the duties and powers of the review committee and all related matters;

(l) prescribing the form and manner of applicants, referrals or appeals under this Act;

(m) prescribing the method of giving notices or documents under section 75;

(n) respecting fees to be paid under this Act and providing for circumstances in which fees may be waived in whole or in part;

(o) prescribing an amount for the purposes of subsection 77(3);

(p) respecting the kind of information that public bodies must provide to the Minister of the Crown responsible;

(q) respecting forms for the purposes of this Act;

(r) defining any word or expression used in this Act but not defined in this Act;

des de conservation des renseignements personnels ainsi que des mesures à prendre pour la destruction de ces renseignements;

f) concernant les consentements que doivent donner les personnes physiques sous le régime de la présente loi;

g) concernant les accords écrits pour l'application des articles 44 et 45;

h) concernant les normes applicables aux garanties administratives, techniques et physiques et exigeant l'établissement de ces garanties afin que soient assurées la sécurité et la confidentialité des documents et des renseignements personnels relevant d'organismes publics;

i) indiquant les circonstances qui donnent lieu à un conflit d'intérêts pour l'application de l'article 56;

j) concernant les vérifications pour les fins de l'alinéa 57(1)g);

k) concernant la nomination des membres du comité de révision constitué en application de l'article 74 et régissant les attributions de ce comité ainsi que les questions connexes;

l) établissant les modalités de l'exercice des recours prévus par la présente loi;

m) établissant des moyens de remise d'avis ou de document pour l'application de l'article 75;

n) concernant les droits à payer en vertu de la présente loi et prévoyant les circonstances dans lesquelles il peut être renoncé en tout ou en partie à leur paiement;

o) fixant un montant pour l'application du paragraphe 77(3);

p) concernant le genre de renseignements que les organismes publics doivent fournir au ministre responsable;

q) prévoyant des formules pour l'application de la présente loi;

r) définissant des termes qui sont employés dans la présente loi, mais qui n'y sont pas définis;

(s) prescribing the manner in which a notice or a record shall be given to a person under this Act;

(t) respecting all other matters necessary to carry out the provisions of this Act.

#### Amendments to Schedule A

**83** The Lieutenant-Governor in Council may add a body or head to Schedule A but may not amend or remove a body or a head from Schedule A.

#### PART 7

#### CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REVIEW, REPEAL AND COMMENCEMENT

##### Amendment to the *Archives Act*

**84** *Section 1 of the Archives Act, chapter A-11.1 of the Acts of New Brunswick, 1977, is amended in the definition “department” by repealing paragraph (a.1) and substituting the following:*

(a.1) a public body as defined in the *Access to Information and Protection of Privacy Act*, excluding the following public bodies:

- (i) The University of New Brunswick;
- (ii) Université de Moncton;
- (iii) St. Thomas University;
- (iv) Mount Allison University;

##### Amendment to the *Clean Air Act*

**85** *Subsection 12(2) of the Clean Air Act, chapter C-5.2 of the Acts of New Brunswick, 1997, is amended by striking out “to which there is no right under the Right to Information Act” and substituting “that is, in the opinion of the Minister, confidential”.*

##### Amendment to the *Crown Lands and Forest Act*

**86** *Subsection 55.1(2) of the Crown Lands and Forests Act, chapter C-38.1 of the Acts of New Brunswick, 1980, is amended by striking out “under the Right to Information Act”.*

s) établissant la manière dont un avis ou un document peut être donné à une personne en vertu de la présente loi;

t) concernant toute autre mesure nécessaire ou utile à l'application de la présente loi.

#### Modifications de l'annexe A

**83** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter des organismes et des responsables à l'annexe A, mais ne peut les modifier ou les radier.

#### PARTIE 7

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, RÉVISION, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

##### Modification de la *Loi sur les archives*

**84** *L'article 1 de la Loi sur les archives, chapitre A-11.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1977, est modifié à la définition de « ministère » par l'abrogation de l'alinéa a.1) et son remplacement par ce qui suit :*

a.1) un organisme public, selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, à l'exception des organismes suivants :

- (i) l'Université du Nouveau-Brunswick,
- (ii) l'Université de Moncton,
- (iii) St. Thomas University,
- (iv) Mount Allison University;

##### Modification de la *Loi sur l'assainissement de l'air*

**85** *Le paragraphe 12(2) de la Loi sur l'assainissement de l'air, chapitre C-5.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1997, est modifié par la suppression de « dont la confidentialité est établie en vertu de la Loi sur le droit à l'information » et son remplacement par « qui, selon lui, sont confidentiels ».*

##### Modification de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne*

**86** *Le paragraphe 55.1(2) de la Loi sur les terres et forêts de la Couronne, chapitre C-38.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1980, est modifié par la suppression de « en vertu de la Loi sur le droit à l'information ».*

**Amendment to the Education Act**

**87** Section 55 of the Education Act, chapter E-1.12 of the Acts of New Brunswick, 1997, is amended by striking out “Notwithstanding the Right to Information Act, the Minister,” and substituting “The Minister,”.

**Amendment to the Historic Sites Protection Act**

**88** Section 7.2 of the Historic Sites Protection Act, chapter H-6 of the Revised Statutes, 1973, is repealed and the following is substituted:

**7.2** The Minister may refuse to disclose information about the location of a site that, in the opinion of the Minister, is or may be of historical or anthropological significance.

**Amendment to the Pension Benefits Act**

**89** Subsection 28(1) of the Pension Benefits Act, chapter P-5.1 of the Acts of New Brunswick, 1987, is amended by striking out “under the Right to Information Act”.

**Amendment to the Provincial Court Act**

**90** Subsection 6.12(3) of the Provincial Court Act, chapter P-21 of the Revised Statutes, 1973, is repealed and the following is substituted:

**6.12(3)** A report received by the Minister under subsection (2) is not subject to disclosure.

**Amendment to the Statistics Act**

**91** Subsection 15(1) of the Statistics Act, chapter S-12.3 of the Acts of New Brunswick, 1984, is amended by striking out “or under the Right to Information Act”.

**Review of this Act**

**92** Within 8 years after the coming into force of this Act, the Minister shall undertake a comprehensive review of the operation of this Act and shall, within one year after the review is undertaken or within such further time as the Legislative Assembly may allow, submit a report on the review to the Legislative Assembly.

**Modification de la Loi sur l'éducation**

**87** L'article 55 de la Loi sur l'éducation, chapitre E-1.12 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1997, est modifié par la suppression de « Nonobstant la Loi sur le droit à l'information , le Ministre » et son remplacement par « Le Ministre ».

**Modification de la Loi sur la protection des lieux historiques**

**88** L'article 7.2 de la Loi sur la protection des lieux historiques, chapitre H-6 des Lois révisées de 1973, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**7.2** Le Ministre peut interdire la communication de renseignements susceptibles de divulguer l'emplacement d'un lieu qui, selon lui, présente ou peut présenter un intérêt historique ou anthropologique.

**Modification de la Loi sur les prestations de pension**

**89** Le paragraphe 28(1) de la Loi sur les prestations de pension, chapitre P-5.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1987, est modifié par la suppression de « en vertu de la Loi sur le droit à l'information ».

**Modification de la Loi sur la Cour provinciale**

**90** Le paragraphe 6.12(3) de la Loi sur la Cour provinciale, chapitre P-21 des Lois révisées de 1973, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**6.12(3)** Le rapport que reçoit le Ministre en vertu du paragraphe (2) ne peut faire l'objet d'une divulgation.

**Modification de la Loi sur la statistique**

**91** Le paragraphe 15(1) de la Loi sur la statistique, chapitre S-12.3 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1984, est modifié par la suppression de « ou en vertu de la Loi sur le droit à l'information ».

**Révision de la présente loi**

**92** Le ministre procède à une révision complète de la présente loi dans un délai de huit ans suivant son entrée en vigueur. Il présente à l'Assemblée législative un rapport sur ses travaux dans un délai d'un an suivant leur début ou dans le délai supplémentaire que lui accorde l'Assemblée législative.

**Repeal of the *Protection of Personal Information Act***

**93** *The Protection of Personal Information Act, chapter P-19.1 of the Acts of New Brunswick, 1998, is repealed.*

**Repeal of the *Right to Information Act***

**94** *The Right to Information Act, chapter R-10.3 of the Acts of New Brunswick, 1978, is repealed.*

**Commencement**

**95** *This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**Abrogation de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

**93** *Est abrogée la Loi sur la protection des renseignements personnels, chapitre P-19.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1998.*

**Abrogation de la *Loi sur le droit à l'information***

**94** *Est abrogée la Loi sur le droit à l'information, chapitre R-10.3 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1978.*

**Entrée en vigueur**

**95** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

## SCHEDULE A

## ANNEXE A

**Government bodies**

1 The following bodies are designated as government bodies and the following persons are designated as their respective heads:

<b>Government body</b>	<b>Head</b>
Access to Family Justice Task Force	Chair
Agricultural Development Board	Chairman
Appeal Board on Teacher Certification	Chair
Assessment and Planning Appeal Board	Chairperson
Beaverbrook Art Gallery - Board of Governors	Chair
Beaverbrook Auditorium - Board of Governors	Chairman
Child Death Review Committee	Chairperson
Criminal Code Board of Review established under the <i>Criminal Code</i> (Canada)	Chair
Family Income Security Appeal Board	Chairperson
Farm Practices Review Board	Chairperson
Fort La Tour Development Authority	Chair
Judicial Council	Chair
Judicial Remuneration Commission	Chairperson
Labour and Employment Board	Chairperson
Le Centre Communautaire Sainte-Anne - Community Board	Chairman
Lotteries Commission of New Brunswick	Chairman
Maritime Forestry Complex Corporation - Board of Directors	Chairman
Memramcook Institute - Board of Directors	Chair
Mental Health Review Boards - South Regions 1, 2, 3 and 7	Chair
Mental Health Review Boards - Regions 4, 5 and 6 - Campbellton & Catchment Area	Chair
Mental Health Services Tribunal - Region 4	Chair
Mental Health Services Tribunal - Region 5	Chair
Mental Health Services Tribunal - Region 6	Chair
Mental Health Tribunal - South Regions 1, 2, 3 and 7	Chair
Military Compound Board	Chairman
Minimum Wage Board	Chairman
Municipal Capital Borrowing Board	Chairman

**Organismes gouvernementaux**

1 Les organismes qui suivent sont désignés organismes gouvernementaux et les personnes qui suivent sont leurs responsables respectifs.

<b>Organisme gouvernemental</b>	<b>Responsable</b>
Autorité du pont Harbour de Saint John	Président
Comité consultatif des projets majeurs	Président
Comité des plaintes des petites créances	Président
Comité d'examen des décès d'enfants	Président
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme	Président
Commission d'appel sur la reconnaissance des titres de compétences des enseignants	Président
Commission d'appel sur la sécurité du revenu familial	Président
Commission de l'aménagement agricole	Président
Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail - Tribunal d'appel	Président
Commission de l'assurance-récolte du Nouveau-Brunswick	Président
Commission de l'énergie et des services publics	Président
Commission de recours de la santé mentale - régions sud 1, 2, 3 et 7	Président
Commission de recours de la santé mentale - régions 4, 5 et 6 - Campbellton et son aire de recrutement	Président
Commission de recours du Centre Hospitalier Restigouche Hospital Center Inc.	Président
Commission de révision de l'aide financière aux étudiants du postsecondaire	Président
Commission de révision des pratiques agricoles	Président
Commission des assurances du Nouveau-Brunswick	Président
Commission des droits de la personne	Président
Commission des emprunts de capitaux par les municipalités	Président
Commission des grains du Nouveau-Brunswick	Président
Commission des Loteries du Nouveau-Brunswick	Président
Commission des produits de la ferme au	Président

New Brunswick Advisory Council on Seniors	Chair	Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Advisory Council on Youth	Chair	Commission des produits forestiers du Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Arts Board - Conseil des arts du Nouveau-Brunswick	Chairperson	Commission d'examen constituée en vertu du <i>Code criminel</i> (Canada)	Président
New Brunswick Crop Insurance Commission	Chairperson	Commission du Quartier militaire	Président
New Brunswick Energy and Utilities Board	Chairperson	Commission du salaire minimum	Président
New Brunswick Grain Commission	Chairman	Commission du travail et de l'emploi	Président
New Brunswick Farm Products Commission	Chairperson	Commission sur la rémunération des juges	Président
New Brunswick Fisheries Development Board	Chairman	Conseil communautaire du Centre communautaire Sainte-Anne	Président
New Brunswick Forest Products Commission	Chairman	Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Human Rights Commission	Chairperson	Conseil consultatif de l'Ordre du Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Industrial Development Board	Chairperson	Conseil de développement des pêches du Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Insurance Board	Chairperson	Conseil de développement industriel du Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Municipal Finance Corporation	President	Conseil de la Fondation du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick	Président
New Brunswick Public Libraries Foundation - board of trustees	Chairperson	Conseil de la magistrature	Président
New Brunswick Research and Productivity Council	Chairman	Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick	Président
Order of New Brunswick Advisory Council	Chairperson	Conseil des Arts du Nouveau-Brunswick - New Brunswick Arts Board	Président
Premier's Council on the Status of Disabled Persons	Chairperson	Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées	Président
Post-Secondary Student Financial Assistance Review Board	Chair	Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick	Président
Review Board Centre Hospitalier Restigouche Hospital Center Inc.	Chair	Fondation des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick - Conseil de fiduciaires	Président
Saint John Harbour Bridge Authority	Chair	Galerie d'art Beaverbrook - Conseil d'administration	Président
Small Claims - complaints committee	Chairperson	Groupe de travail sur l'accès à la justice familiale	Président
Trustees of the Board of the New Brunswick Community College Foundation	Chair	Institut de Memramcook - Conseil d'administration	Président
Uniform Contributory Pension Plan - Pension Board	Chairman	Mise en valeur de Fort La Tour	Président
Workplace Health, Safety and Compensation Commission - Appeals Tribunal	Chairperson	Régie des transports du Nouveau-Brunswick	Président
		Régime uniforme de retraite à caractère contributif - Commission des pensions	Président
		Salle Beaverbrook - Conseil d'administration	Président

Société du complexe forestier des Maritimes - Conseil d'administration	Président
Tribunal de la santé mentale - région 4	Président
Tribunal de la santé mentale - région 5	Président
Tribunal de la santé mentale - région 6	Président
Tribunal de la santé mentale - régions sud 1, 2, 3 et 7	Président